



HAL
open science

Égalité et sécurité : fondements de la rhétorique démocratique au Venezuela et en Colombie

María Fernanda González

► **To cite this version:**

María Fernanda González. Égalité et sécurité : fondements de la rhétorique démocratique au Venezuela et en Colombie. Rhétorique démocratique en temps de crise, Jan 2011, Nice, France. hal-03447573

HAL Id: hal-03447573

<https://hal.science/hal-03447573>

Submitted on 24 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Egalité et sécurité : fondements de la rhétorique démocratique au Venezuela et en Colombie

María Fernanda González

Chercheur

CEDITEC-Paris-Est

Alvaro Uribe, Colombie, démocratie, Hugo Chávez, lexicométrie, socialisme, Venezuela

Alvaro Uribe, Colombia, democracy, Hugo Chávez, lexicometry, socialism, Venezuela

Les processus démocratiques en Colombie et au Venezuela dans ce début de XXI^e siècle ont conduit à l'instauration de formes rhétoriques diverses utilisées comme un instrument de pouvoir. En Colombie, par la guerre interne¹ et la lutte contre les guérillas les plus anciennes du continent et au Venezuela, à cause de la mise en place d'un nouveau contrat social.

En 2002 et 2006, s'exprimant au suffrage universel, les citoyens colombiens ont voté Alvaro Uribe pour reconquérir une liberté revendiquée par les guérillas marxistes. Au Venezuela, depuis 1999 les citoyens ont réaffirmé à plusieurs reprises l'implantation d'un modèle politique plus égalitaire prôné par Hugo Chávez. Les deux leaders politiques s'attachent l'un et l'autre à façonner l'espace public pour ce débat démocratique. Une fois par semaine, Uribe d'une part, Chávez de l'autre, accompagnés par un groupe des citoyens, discutent le déroulement des activités les plus importantes de leur mandat. Dans les deux cas, ces programmes « Aló Presidente » et les « Consejos Comunitarios » sont diffusés grâce à des émissions radio-télévisées et servent de tribune pour présenter et défendre leurs politiques gouvernementales.

Pour reprendre Habermas, leurs discours politiques s'inscrivent dans la sphère publique, mais dans les deux cas, pour défendre les intérêts d'un « establishment ». Uribe, saluant les idéaux de droite, utilise un discours délibératif pour montrer que les revendications des guérillas marxistes-léninistes ne sont plus à l'ordre du jour. Chávez, au contraire, utilisant un discours épideictique défend le socialisme du XXI^e siècle et insiste sur les bienfaits de sa révolution.

Ces plates-formes communicationnelles servent aussi de médiation entre le « peuple » et le « pouvoir », elles exaltent les valeurs démocratiques du modèle « Uribiste » et « Chavézien » tout en consolidant leurs pouvoirs personnels. Comme l'ont rappelé Perelman et Olbrechts Tyteca² dans le *Traité de l'argumentation*, ces énonciations supposent « un locuteur et un auditeur, et par la volonté du locuteur d'influencer son interlocuteur ».

A partir de ces talk-shows, ces deux dirigeants publics rassemblent des peuples autour de leurs projets politiques respectifs. Si l'on constate une apparente rupture idéologique qui pourrait les distinguer, ces rhétoriques démocratiques, comme arts oratoires, et comme outils de légitimation, présentent quelques ressemblances. La plus significative est celle des programmes radio télévisées *Allô Presidente* pour Chávez et *Consejos Comunitarios* pour Uribe, qui constituent le capital politique le plus important pour les deux chefs d'États.

¹ L'ancien Président Alvaro Uribe a soutenu depuis son arrivée au pouvoir en 2002 que la Colombie ne subit pas un conflit interne mais une menace terroriste liée aux guérillas les FARC et l'ELN.

² Perelman Chaïm, Olbrechts-Tyteca, *Traité de l'argumentation*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2000.

Tel que cela nous est rappelé par l'historien Damon Mayaffre³, dans son étude sur le discours politique de Jacques Chirac et le discours présidentiel sous la Ve République, toute analyse qui veut décrire, comprendre et interpréter le discours politique d'un locuteur exige un protocole méthodologique et un traitement scientifique susceptible d'aller plus loin que les analyses traditionnelles. C'est à partir des traitements automatisés des textes que les études du discours politique peuvent être approfondies et avoir de nouvelles approches, complémentaires aux études traditionnelles des scientifiques politiques ou du journalisme politique.

Cela nous amène à rappeler brièvement les principaux outils du logiciel utilisé. Avec le logiciel Lexico 3, nous pouvons déterminer la sur-utilisation ou sous-utilisation des mots de chaque locuteur ; on pourra trouver l'évolution du langage, voir les segments répétés les plus importants du locuteur ; à partir des calculs statistiques plus sophistiqués on pourra mesurer la distance intertextuelle qui nous permet d'observer l'éloignement ou le rapprochement des discours de chaque locuteur et de voir aussi les variations selon les différentes partitions : lieu, date.

A partir de différents calculs statistiques, nous pourrions déterminer quels sont les éloignements ou les rapprochements entre les identités textuelles, soit le vocabulaire de chaque locuteur. Nous pourrions revenir aussi au contexte, à partir des concordances, pour voir la manière dont est utilisé un mot. Nous pourrions regarder aussi l'évolution chronologique du discours et déterminer quel sera le discours à un moment donné.

L'utilisation des méthodes quantitatives dans l'analyse d'*Aló Presidente* et les *Consejos Comunitarios* nous paraît pertinente pour trois raisons. La première est en étroite relation avec l'analyse d'un corpus si important et si vaste. Seulement les traitements automatisés sont susceptibles de trouver les subtilités dans les changements du langage utilisé par un locuteur.

La deuxième raison revient à l'importance de faire une analyse comparée. Nous considérons que les caractéristiques d'un discours se relèvent particulièrement par rapport à un ensemble plus vaste. Pour définir la singularité rhétorique d'Hugo Chávez et d'Alvaro Uribe, il était pertinent de regarder tout d'abord le vocabulaire singulier de chaque locuteur et ensuite de juxtaposer les discours pour mieux définir les singularités, les oppositions ou les ressemblances. Cette approche méthodologique nous a permis mieux appréhender les singularités du discours de chaque locuteur.

La troisième raison est en relation avec les ordres de grandeurs des textes analysés. Nous considérons que les corpus choisis sont un élément de fiabilité de l'analyse. Pour chaque Président nous avons choisi un corpus représentatif de ses principaux discours.

Pour Hugo Chávez nous avons établi un échantillon de 27 discours d'un total de 360 Programmes radio télévisée d'*Aló Presidente*. Cela représente environ le 10 % des programmes et équivaut à la constitution d'un corpus de 1100 pages de Word. Dans le cas d'Alvaro Uribe nous avons établi un échantillon équivalent en même nombre de mots soit 1200 pages. Cela dit, étant donné que pour Alvaro Uribe nous avons seulement son discours introductoire du programme radiotélévisé, cet archive équivaut donc à 216 discours du total 300 discours durant ses 8 ans.

Il est très important de rappeler que l'analyse quantitative doit être accompagnée d'une lecture préalable et attentive des textes pour mieux approfondir les interprétations. Cette communication s'attachera à montrer comment les deux présidents latino-américains articulent la défense d'un projet politique tout en influant sur les émotions et mobilisant la raison de l'auditoire.

Vingt ans après la chute du mur de Berlin, est-il possible de trouver dans leurs discours, les caractéristiques d'un discours de gauche versus un discours de droite ?

³ Mayaffre, Damon, *Paroles de Président*, Paris, Honoré Champion, 2004.

Existe-t-il une identité discursive propre à chaque président ? Peut-on parler d'un langage original et en formation qui définit les actions et la pensée de chaque homme ? Peut-on parler de la naissance de l'uribisme et du chaverxisme comme terme clé désignant les idées de l'ancien Président Uribe et du président Chávez ainsi que de ses partisans ?

L'approche lexicométrique, mettra en évidence les ressembles et différences entre les propositions politiques de chaque homme public. Au nom de la sécurité pour Uribe et de l'égalité pour Chávez, les deux hommes défendrons un projet politique fondé sur une rhétorique démocratique permanente.

Egalité : fondement du socialisme du XXIe siècle au Venezuela ?

Depuis l'arrivée d'Hugo Chavez en tant que Président de la République Bolivarienne du Venezuela en 1999, le continent latino-américain et, en général, la communauté internationale connaissent une passionnante discussion sur l'ascension au pouvoir d'un homme public qui suscite des émotions contradictoires.

Pour certains secteurs politiques, la victoire de Chávez est la victoire des pauvres et des exclus. Mais pour les États-Unis, l'oligarchie vénézuélienne, un secteur d'entrepreneurs au Venezuela et pour les sympathisants de la droite, en générale, son ascension est le symbole de la terreur communiste. De même dans certains secteurs de la gauche européenne, il y a des énormes interrogations sur le projet politique bolivarien. Ceux qui croient au projet bolivarien considèrent que le Président a entrepris une révolution pacifique et démocratique connue aujourd'hui sous le nom du Socialisme du XXIe siècle.

Plusieurs auteurs, comme l'historien colombien Médofilo Medina ou le journaliste vénézuélien Eleazar Díaz Rangel, ont constaté qu'à partir de 2005 un chemin concret s'est créé pour le déroulement des actions politique au Venezuela : entreprendre une révolution appelé « le Socialisme du XXI siècle ». Il semble difficile d'expliquer comment Chávez a pris le socialisme comme étendard depuis le Forum de Porto Alegre en 2005. On sait qu'il a eu des multiples entretiens avec des représentants des secteurs anticapitalistes, qu'il est soutenu depuis 1998 par le parti communiste vénézuélien (PCV) et qu'il a été initié à la pensée marxiste par la lecture de divers ouvrages⁴.

Cette révolution porte comme objectifs la justice sociale, un ambitieux projet d'intégration latino-américaine et la mise en place du pays comme un acteur leader sur la scène internationale. Cependant l'utilisation des images et la caractérisation du Président vénézuélien et de son projet la « Révolution Bolivarienne » sont le résultat de ce que certains appellent « l'empire du visible ».

Quelques exemples le confirment. L'impact des images d'un Président habillé en costume militaire et l'utilisation récurrente de son béret rouge ; les images de son auditoire toujours en chemises rouges ; l'importante diffusion de la propagande socialiste ; l'utilisation des slogans de la révolution cubaine ou chinoise et l'utilisation des figures comme Marx, le Che ou Mao Tse Tung, sont quelques référents qui accompagnent jour au jour le Président vénézuélien.

On pourrait affirmer que le président Chávez abuse des images pour se faire adorer mais aussi pour se faire détester de ceux qui craignent à un changement de modèle politique et économique. Ces images et messages de Chávez sont très mal reçus par l

⁴ Ville, Sébastien, "La révolution bolivarienne du Venezuela", *Actuel Marx*, n 42, l'Amérique Latine en lutte hier et aujourd'hui, 2007, p. 71-83.

l'opposition au Venezuela et par une grande majorité de la population colombienne ainsi que de ses élites politiques et par les États-Unis, parmi d'autres.

On pourrait affirmer que son caractère irrévérent, toujours appuyant les causes des déshérités, des organisations en rébellion, font de lui la caractéristique d'un homme public très dangereux et presque subversif. Au Venezuela, Luis Miquelena, un important leader de gauche qui a beaucoup aidé le lieutenant à s'emparer du pouvoir, le décrit de nos jours comme un homme qui n'a pas d'idéologie, qui ne sait même pas qu'est-ce que le Socialisme du XXI^e siècle est qu'il est un caudillo fascisant.

« Son idéologie est une soupe minestrone, il prend des choses d'ici et de là-bas. Il s'est transformé en un caudillo militaire. Il a les caractéristiques d'un fasciste par son appareil répressif et déguisé de populisme. Je crois qu'il est un mélange entre Perón et Mussolini. Il a des mercenaires qui sont payés pour agresser contre l'opposition démocratique. Avec les milices il voulait organiser une armée un exercice personnel parallèle à celui des Forces Armées.⁵ »

Mais qu'en est-il de son langage et de ses propos ? Quel est vraiment le langage de cet homme qui incarne une multitude de rôles ? L'homme de droite égaré à gauche, l'homme qui ne cède jamais envers les élites, l'oligarchie, le modèle capitaliste, envers les injustices sociales et la pauvreté extrême d'un pays riche avec les ressources du pétrole.

Depuis onze ans Hugo Chávez s'adresse aux Vénézuéliens, à la communauté internationale à ses proches mais aussi à ses contradicteurs. Il s'adresse à tous ceux qui le considèrent comme « un singe », une personne métisse. Et aussi il parle aux blancs, à l'arrogance capitaliste. Mais, quel est le vrai visage d'Hugo Chávez ? Est-il vraiment de gauche ou tel qu'il est présenté par Raffaele Simone, n'est-il que le résidu d'un modèle affaibli qui n'a aucun sens à la lumière de ce nouveau XXI^e siècle ?⁶ Nous regarderons d'abord quelle est la caractéristique du langage du Président, voire l'idéologie de gauche et sa relation avec le marxisme-léninisme. Dans un deuxième temps nous essaierons de caractériser son langage à partir des analyses quantitatives qui nous permettront de trouver les caractéristiques de son langage, voire son identité discursive.

Avec les récentes mais de plus en plus importantes nouvelles sur les expropriations au Venezuela, la presse internationale nous incite à penser que le modèle vénézuélien subit une période transitoire de construction de socialisme. En effet la violence à laquelle est assiégée la capitale et la lutte entre chaviste et antichaviste constitueraient d'autres éléments d'une première phase d'implantation d'un régime socialiste qui nous laisserait penser que le pays est dirigé vers le chemin des dictatures communistes.

Sommes-nous vraiment face à une période transitoire de construction du communisme ou l'État devra être dissous pour que tous les hommes deviennent égaux ? Si bien nous ne pouvons pas déterminer les décisions d'Hugo Chávez, certes nous pouvons tout d'abord regarder son discours et déterminer s'il est vraiment centré dans ces problématiques.

Une première étude sur les discours institutionnel⁷ nous a permis de conclure que son discours était assez orthodoxe malgré les multiples critiques de l'opposition et de ses contradicteurs. A partir d'une lecture détaillée et d'une analyse approfondie, nous trouvons qu'Hugo Chávez a un discours orthodoxe de lutte contre l'inflation,

⁵ Miquelena, Luis dans "El Poder y el Delirio", Tiempo De Memoria Tusquets Editores, novembre 2008, p 134.

⁶ Simone, Raffaele, *Le Monstre Doux : l'occident vire-t-il à droite ?*, *Le Débat*, Gallimard, Éditions Gallimard pour la traduction française, 2010.

⁷ González Espinosa, María Fernanda et Fiala, Pierre "Le discours chavézien, fondement d'une nouvelle gauche andine? *Mots, le langage du politique*, ENS Éditions, Numéro 93, juillet 2010, p. 101.

l'importance des investissements, l'importance des entrepreneurs, le respect pour la propriété privée.

A la différence de son discours face à l'Assemblée Nationale, qu'en est-il devant le peuple ? Utilise-t-il un langage différent ou le discours est centré sur les expropriations, la nationalisation des entreprises et la mise en place d'un nouveau contrat social ? Comment évoque-t-il la lutte des classes ? Sommes-nous en face d'un marxisme à la vénézuélienne ? D'un marxisme caribéen⁸ ?

Certes le discours contestataire de Chávez vis-à-vis l'ordre capitaliste serait à première vue une première caractéristique. Mais une lecture plus détaillée sur le vocabulaire marxiste-léniniste et ensuite sur la recherche de ces mots dans le discours d'Hugo Chávez nous permet de constater que le vocabulaire de la pensée marxienne est très rare. En regardant les fréquences, nous trouvons que les mots relatifs à la pensée marxienne sont des hapax. Les hapax, en grec *legomenon*, est ce qui est dit une fois.

Les hapax nous permettent de juger ce qui n'est pas dit. Dans le discours de Chávez, ce sont ses mots ceux qui apparaissent qu'une seule fois ou ont une fréquence assez basse. Sont des hapax : Aliénation (1) ; anticapitalisme (1) ; bourgeois (1) ; Léninisme ; Marxisme ; Matérialisme(1) ; Prolétariat (1) ; Lutte de classes est non attesté. Ensuite nous avons les mots qui ont des fréquences toujours basse tels que : autogestion (2) ; communisme (6) ; fascisme (4) ; idéologie (14) ; Impérialisme (12) ; gauche (15) ; Marx (4).

Une première approche sur le vocabulaire marxiste-léniniste nous permet d'inférer que celui-ci est inexistant dans le langage utilisée par le Président. Par exemple, il est intéressant de souligner que le mot gauche avec une fréquence basse mais plus importante qu'un hapax, ne fait pas allusion de manière prépondérante à l'idéologie mais à "la main gauche". Le président qui lui est gaucher, il l'utilise comme un adjectif ou pour s'orienter. Cette première évidence, nous permettrait-elle d'inférer que la pensée de Karl Marx ne constitue pas une préoccupation du locuteur ? Nous pouvons signaler une première contradiction : entre ce qui nous est dit par la presse ou ce que nous connaissons de ce chef d'État et l'analyse de son discours.

Les thématiques reliées à la pensée qui contesterait l'ordre capitaliste, ne sont pas au centre du discours d'Hugo Chávez les premières années. Certes il y a une radicalisation dans le discours à partir de 2005 mais les premières années nous ne trouvons pas des éléments qui contestent l'ordre capitaliste. Cela dit, Hugo Chávez parle sans cesse depuis 2005 d'une révolution.

Mais de quel type de révolution parle-t-il ? Pour Marx et Engels le mot révolution désigne les changements radicaux au niveau politique et social et le renversement des élites. Le président vénézuélien dès son arrivée au pouvoir n'a pas parlé de bouleversements radicaux de l'ordre social et politique. Comme nous l'avons vu il n'utilise même pas le mot lutte de classe et nous ne trouvons pas d'expressions liées à la révolution paysanne, bourgeoise ou prolétaire.

Il parle d'une révolution (571) entre 1999 et 2005. Les segments répétés nous montrent qu'il utilise les premières années le mot révolution accompagné des adjectifs : démocratique, pacifique, sociale et économique. On voit là une obsession du président pour mettre fin aux inégalités.

Comme on l'a vu la lexicométrie nous permet de compter les mots, mais nous pouvons aussi à partir de cette méthodologie chercher à faire parler les textes. Une analyse plus fine nous permet de voir la notion de révolution utilisé par Hugo Chávez évolue et à partir de 2005 elle devient une Révolution avec majuscule. Par ailleurs, les

⁸Cette première question a été abordée avec le dictionnaire des 100 mots du Marxisme Duménil, Gérard; Lowy Michael; Renault Emmanuel, *Les 100 mots du marxisme*, Que sais-je ? PUF, 2010

segments répétés nous mettent en évidence que la Révolution depuis 2005 n'est plus générique mais plutôt elle fait référence à un processus historique beaucoup plus complexe tels que la Révolution Cubaine ou la Révolution Française. Mais aussi on s'aperçoit que ce processus revendique des axes thématiques : Révolution agraire et Révolution énergétique.

Les thèmes relatifs à la Nation sont utilisés comme des adjectifs qualificatifs pour mentionner les Institutions : Assemblée Nationale ; Syndicat Nationale ; Institut Nationale de Terres et la Garde Nationale. Les processus tels que le référendum national ou les instruments d'une démocratie tels que l'investissement nationale, nouveau pouvoir nationale et le marché nationale.

Le socialisme a aussi une fréquence importante, *Socialisme* (125). Pour Chávez, le *socialisme* est une joie, c'est la liberté, c'est la famille intégrale, pleine. En 2005, il affirme que le socialisme c'est l'égalité et que le Venezuela cherche à créer une société plus égalitaire. Il insiste sur la conception humaniste : « dans le socialisme il faut d'abord pensé dans l'être humain ».

Il constate que le Venezuela construit dans la marche le Socialisme du XXI siècle. Le discours de Chávez devient de plus en plus radicale et la construction du socialisme s'affirme autour du slogan « patrie, socialisme ou mort ». Le capitalisme (+ 78) a aussi une fréquence relative importante et le président l'utilise pour décrire les effets négatifs qu'il engendre : « le capitalisme engendre des inégalités, c'est un système pervers et antichrétien ».

Bien que le syntagme, lutte de classes, n'est pas attesté, il parle de classes. Au début de son mandat il parle des classes populaires mais en 2009, dans l'allocution Aló Presidente numéro 330, il affirma : « je n'aime pas cette catégorisation de classe moyenne. Pourquoi devons-nous faire une division en classes ? La classe haute ? La classe moyenne ? La classe basse ? Non. Avec le socialisme nous configurerons une société sans classes. Bolívar l'a dit lorsqu'il signa le décret de liberté pour les esclaves : "dorénavant il y aura une seule classe d'individus, tous nous serons égaux" ⁹ Des propos utopiques ? Naïfs ? Pour reprendre Raffaele Simone le modèle du bonheur ou de créer une société sans classes, n'a pas vu le jour. « Les prétentions étaient peut-être exagérées, les ambitions poussées à la limite du rêve ; peut-être avait-on heurté des intérêts trop délicats ou avait-on touché quelque nerf profond, dangereux et réactif, de la nature humaine. » ¹⁰

Comme nous l'avons évoqué antérieurement, ces premières approches quantitatives nous permettent d'apercevoir un autre regard sur le discours de cet homme politique. Il est très important de rappeler que déjà en 2002 lors de la première interview de la spécialiste en théorie marxiste, Marta Harnecker avec Hugo Chávez, révéla que les grandes lacunes de son interlocuteur étaient la pauvreté théorique du projet et la difficulté de définition de son instrument politique pour faire face aux défis de la révolution. En parlant de Chávez, elle le décrit de la manière suivante :

« Il ne se définit pas comme marxiste, mais comme un révolutionnaire et un bolivarien. Il est convaincu que seulement la révolution, c'est à dire, une transformation économique, social profonde, peut sortir le Venezuela de la crise dont elle souffre depuis des décennies, et surtout par ce qu'il ne vas pas négocier cela. Il sait que dans le processus révolutionnaire, il joue l'espérance non seulement d'un peuple mais aussi de plusieurs peuples de l'Amérique Latine et du monde ¹¹ ».

⁹ Aló Presidente 330. Mai 2009.

¹⁰ Simone, Raffaele, *Le Monstre doux, l'Occident vire-t-il à droite ? Le Débat*, Gallimard, Éditions Gallimard, pour la traduction française, 2010

¹¹ Harnecker, Marta "Marta Harnecker entretien avec Hugo Chávez Frías: Un homme, un peuple Ediciones desde abajo. Primera edición, Colombia, 2002, p 14

Trois ans après sur le journal Le Grand Soir, Marta Harnecker fut encore plus explicite concernant les paradoxes de la révolution bolivarienne, dans la mesure où il propose un modèle socialiste tout en laissant de la place aux investissements privés.

« C'est un peu contradictoire dans une vision du socialisme comme une société où tous les moyens de production doivent être aux mains de l'État, et la propriété privée éliminée. Cette perception classique met l'accent sur la propriété et non sur le contrôle des moyens de production. Lorsque Chávez parle du socialisme qu'il souhaite pour le Venezuela il précise toujours qu'il pense au » socialisme du XXIème siècle « et non à une copie de modèles socialistes antérieurs. L'objectif aujourd'hui au Venezuela c'est de sortir de la pauvreté. (...) Lénine lui-même n'a jamais pensé qu'il était nécessaire d'éliminer la propriété privée pour commencer à construire le socialisme. Peu de gens ont lu l'un des premiers décrets du gouvernement soviétique : ce décret indique que les capitalistes prêts à collaborer avec le gouvernement devraient être autorisés à faire des annonces. Ce ne sont pas les socialistes qui ont marginalisé les capitalistes russes, ce sont les capitalistes qui se sont marginalisés eux-mêmes en refusant de collaborer avec le gouvernement soviétique et en faisant le choix de la guerre civile. A tout cela s'ajoute la question du rapport de force. Lorsque la bourgeoisie se sent forte et considère qu'elle dispose des moyens de prendre le contrôle de la situation, par les urnes ou par les armes, on peut comprendre qu'elle ne soit pas inclinée à collaborer avec un projet révolutionnaire qui s'oppose à la logique du capital. Mais que peut faire la bourgeoisie vénézuélienne après avoir été vaincue à trois reprises : un coup d'État manqué en avril 2002 ; une grève patronale ratée à la fin de la même année ; et un échec lors du référendum d'août 2004 ? Ils n'ont pas d'autre alternative, quitter le pays ou collaborer avec le gouvernement qui offre des facilités de crédit et garantit un marché ».¹²

Pour le professeur André Tosel les résultats lexicométriques « sont assez révélateurs des symptômes, même si l'absence d'un mot n'est pas nécessairement celle du concept ». Et il ajoute : « Ceci posé, ce ne serait pas la première fois que des expériences politiques radicales se font sans référence à la tradition marxiste, à commencer par ce que fut à ses débuts la révolution cubaine. Ce qui inquiète dans le chavezisme c'est la fragilité du lien entre revendication de l'égalité réelle et transformation des structures économiques. Quelle place est laissée à l'investissement privé face au secteur public ? Quelles interventions »populaires« dans les gestions ? Quelle part peut encore occuper l'extraordinaire l'espérance des couches soutiens ? »

Et pour un autre spécialiste du marxisme, le professeur Duménil, Hugo Chávez, présente clairement les propos de son combat. Le premier la rupture, anti-impérialiste/nationaliste, et le second, anticapitaliste. Et il ajoute, « le premier de ces deux thèmes est le plus simple. Il réunit la critique des États-Unis et les éléments de nationalisme vénézuéliens et régionaux, bolivariens (l'union face à l'ennemi impérialiste). Le dernier thème est le plus difficile. Que Chávez rompe avec le vocabulaire marxiste-léniniste traditionnel me semble traduire sa compréhension, au moins intuitive, des grandes mutations des mouvements sociaux ».

Pour Duménil ce qui est encore plus difficile c'est que Hugo Chávez construit un projet sur les cendres d'un modèle « où se mêlent les références aux idéaux du mouvement ouvrier avant qu'il ne tourne au cauchemar dans les pays qui se sont réclamés de Marx, les luttes réelles (syndicales, des mouvements sociaux, de groupes de populations autochtones ou métissées, etc.), et la mouvance du mouvement altermondialiste ». Enfin, il considère que l'actuelle réalité sociale qu'a hérité Hugo Chávez est incontrôlable. De même d'ailleurs pour les autres pays latino-américains

¹² Entretien avec Marta Harnecker "Dans le laboratoire d'une révolution : le nouveau modèle humaniste et coopérativiste", Venezuelanalysis, sur www.legrandsoir.info/article2726.html.

(Bolivie, Équateur) qui ont créé un front anti-impérialiste et initié des processus, comme la récupération du contrôle des richesses nationales, en rupture avec la mondialisation néolibérale.

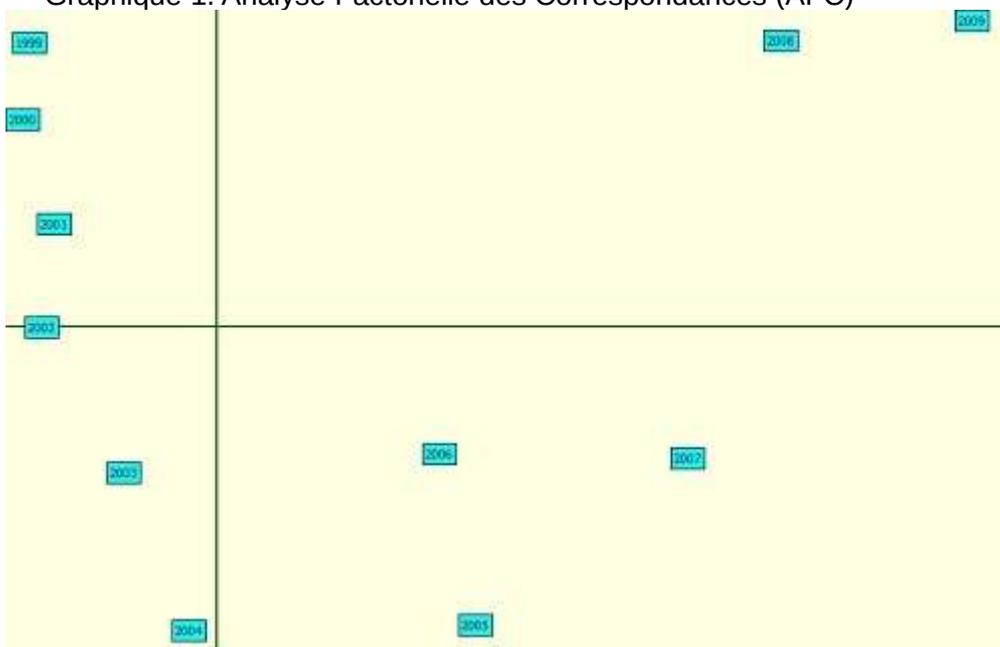
Si Hugo Chávez ne concentre pas son discours sur le vieux modèle marxiste-léniniste, peut-on trouver néanmoins une identité discursive propre d'un modèle de gauche ? Ou propre à sa personnalité ? Peut-on parler d'un langage original et en formation qui définit les actions et la pensée de Hugo Chávez ?

Des thématiques diverses mais un fil conducteur clair

Si Hugo Chávez ne concentre pas son discours sur le vieux modèle marxiste-léniniste, peut-on trouver néanmoins une identité discursive propre d'un modèle de gauche ? Ou propre à sa personnalité ? Peut-on parler d'un langage original et en formation qui définit les actions et la pensée de Hugo Chávez ?

Dans cette partie nous voulons présenter quel est le langage caractéristique d'Hugo Chávez. Quel est le vocabulaire utilisé par le président ? Comment se construit son discours à partir des principaux événements soit au niveau interne soit au niveau international ?

Graphique 1. Analyse Factorielle des Correspondances (AFC)



La première question est de vérifier si le langage évolue et de regarder comment il évolue. Quels sont les mots qui se ressemblent les uns aux autres au fil des années ?

L'Analyse Factorielle des Correspondances (AFC) nous permet de voir cette évolution. Le graphique présente une courbe dynamique qui nous permet de signaler que le langage d'Hugo Chávez change entre 1999 et 2009. Cette courbe est l'exemple type d'une parabole dans lequel on aperçoit une certaine continuité de son langage entre 1999 et 2004 et une deuxième période qui s'initierait à partir de 2005 jusqu'en 2009. En 2005, nous pouvons apprécier qu'il y a une rupture. Les questions les plus évidentes se posent :

Pourquoi trouvons-nous un groupe de discours entre 1999 et 2004 qui se situent à côté gauche du graphique ? Existe-t-il une préoccupation, un contenu dans le discours qui caractérise le langage du locuteur ? Quelles seraient les différences avec le vocabulaire utilisé dans les discours entre 2005 et 2009 ? il y-a-t-il une particularité dans le discours ? Pourquoi se rassemblent les années 2005 et 2009 à côté droite du graphique ?

A partir des spécificités chronologiques¹³, nous pouvons trouver le vocabulaire le plus fréquent ou le plus utilisé dans chaque année. Cet outil nous permet de voir par ailleurs s'il y a des champs lexicaux particuliers pour définir le langage du locuteur au fil des années.

1999 : concentration de son message

Chaque année, le président propose un thème spécifique. En 1999, l'année où il est élu, le pays supporte une profonde crise économique, politique et sociale. Le discours de Chávez évoque cette crise de manière évidente. Nous trouvons que les mots les plus fréquents sont révélateurs de trois grands acteurs : le pays, la religion et le Président.

Graphique 2. Distribution des mots : Venezuela, dieu, je, foi et vierge pour la partition date



Il est intéressant de voir que dans ses allocutions les mots les plus spécifiques sont : Venezuela (+50) ; dieu (+32) ; je (+24) ; foi (+6) ; vierge (+7). On pourrait affirmer qu'il y a une concentration de son message sur ces trois acteurs. Par ailleurs, il est intéressant de regarder comment il utilise le pronom « je ». On voit à partir de l'inventaire distributionnel que le « je » est utilisé de manière prépondérante dans les constructions grammaticales dialogiques. Par exemple, le « je » est surtout utilisé pour désigner un dialogue ou une activité avec quelqu'un : tels que « je » lui disais, « je » lui commentais, « je » lui demandais ; « je » lui demande : « je » lui (152) ; « je » me (160) ; « je » te (77).

Il est aussi assez révélateur de voir qu'il existe un groupe de mots avec une spécificité haute désignant les noms propres. Les discours du Président de la première année ont un auditoire concret : ce sont les hommes et les femmes vénézuéliens. Il se dirige et parle avec Juana, Johnny, et Freddy, entre autres. Par ailleurs, les thèmes les plus évoqués sont la douleur et le drame d'un peuple. Les souffrances en matière d'inégalités, d'absence d'un système de santé ou d'éducation pour tous. Le discours nous

¹³ "Pour les séries textuelles chronologiques, soit de textes produits par une même source textuelle et régulièrement espacés dans le temps) à son côté de l'analyse des spécificités de chacune des parties du corpus, l'analyse des spécificités chronologiques met en évidence le vocabulaire particulier de périodes plus larges formées de parties consécutives." *Manuel d'utilisation, outils de statistiques textuelles*. Lexico3 Syled.Cla2T. Université de la Sorbonne Nouvelle-Paris 3.

présente un Président soucieux des problématiques d'un peuple souffrant et l'absence d'un État. On voit qu'il commence à tisser une relation très proche avec la population à partir de son discours.

2001 : l'appel aux indigènes et aux paysans

Si bien entre 1999 et 2000, Chávez parle au peuple en générale, deux ans après son ascension au pouvoir, l'interlocuteur a un visage bien concret : c'est l'heure des paysans et des indigènes.

Dans le graphique 4 nous voyons, à partir des fréquences relatives, que les mots prépondérants en 2001 sont reliés au thème de la réforme agraire : terre (courbe verte), les indigènes (courbes bleu) et paysans (courbe rouge). Son principal programme : la réforme agraire prend le devant de son discours.

Les mots ayant une forte spécificité constituent les enjeux de sa loi de réforme agraire : loi (+32) ; banane (+23) ; crédits (+22) ; révolution (+22) ; indigènes (+22) ; terres (+19) ; terre (+11) ; bolivariens (+9). Il est aussi intéressant de voir que son discours passe par l'énonciation des régions, tels que Maracaibo (+8) ; Elorza (+16) ; Capanaparo (+17) ; Yopal (+28) et Zulia (+4).

Graphique 3. Distribution des mots : indigènes, paysans, terre



Ses discours sont dirigés aux paysans. Il répète sans cesse « il faut donner de la terre aux paysans, aux éducateurs, aux indigènes ». Que cette loi est en faveur des paysans et des pauvres. Et le mot révolution est utilisé avec l'adjectif pacifique. Le mot terre est utilisé en affirmant qu'il faut "donner des terres, des crédits, des machines".

« Le Plan Ézéquiél Zamora c'est un plan pour lutter, sauver nos terres, permettre aux hommes d'être libres » ajoute-t-il. Finalement il affirme que « La loi révolutionnaire des terres et de développement rural n'est pas seulement un programme de remises de terres ».

En 2001, le gouvernement présente la loi de réforme agraire qui entre en vigueur après quelques modifications une année plus tard, en décembre 2002. Cette loi avait pour objectif une redistribution massive de la terre. Tous les propriétaires devraient cultiver les champs. Les premières actions de distributions seront faites avec les terres de l'État qui n'étaient pas travailler. En 2004, 2 millions d'hectares appartenant à l'État auraient été distribué.

A partir de notre analyse lexicométrique nous voyons que jusqu'en 2004 Chávez ne parle encore pas des expropriations. C'est seulement à partir de 2005, moment où son langage se radicalise, que la terre des privées devient une cible. Deux arguments seront défendus et apparaîtront dans son discours : l'injustice sociale et l'insuffisance alimentaire. En 2005 les propos seront la souveraineté alimentaire et l'autosuffisance alimentaire.

Contrairement à ce qui est défendu par l'opposition, les règlements contemplés dans la loi de réforme agraire cherchent à créer un moyen de richesse et non pas un instrument d'endommagement contre la terre des privées. Déjà cette deuxième voie a besoin d'entrer dans des mécanismes légaux assez long, chers et complexes. En 2005, un Décret¹⁴ de réorganisation des terres cherchait assouplir ces propos de rigidité.

Pendant les critiques de l'opposition ont été massives. « Selon l'opposition, Chávez menait un assaut inconstitutionnel contre la propriété privée. (...) En dépit de la fureur de l'opposition, la réforme agraire de 2001 n'est pas très radicale, si on la compare avec l'histoire de la réforme agraire un peu partout dans le monde. La loi dit clairement que les grands propriétaires ont des droits sur leurs terres. Ce n'est que dans le cas où elles ne sont pas cultivées et dépassent une certaine taille que, selon leur qualité, une partie de celles-ci peut être expropriée en vue d'être redistribuée, les propriétaires légitimes devant en être indemnisés à hauteur des prix du marché de la terre¹⁵ ».

Mais dix ans plus tard, quel est le bilan de cette politique agricole ? Pour les plus optimistes, les résultats des premières années sont assez révélateurs du compromis du gouvernement envers le monde rural. En moins d'un an, 130.000 familles ont été bénéficiaires de la distribution des terres avec 1,5 millions d'hectares, grâce au programme Ézéquiél Zamora, réalisé sous la Direction de Adán Chávez, frère du président à l'Institut Nationale de Technologies Industrielles (INTI). En 2004 les chiffres s'élèvent à l'ordre de 2 millions hectares distribués.

Pendant aujourd'hui le bilan, pour certains, est encore très insuffisant, Reinaldo Quijada¹⁶ en est assez critique : » L'intention du législateur est bien intéressante mais la réalité des faits est très pauvre. (...) jusqu'à présent il n'y a pas une application des "impôts sur la terre" pour qui a la terre mais ne la travaille pas. Il y a eu plutôt d'une manière plus rapide l'instrument des expropriations lorsque la personne n'est pas capable de démontrer la titularisation des terres. Cet instrument à lui seul ne représente pas une véritable révolution agricole. Selon mon opinion le gouvernement n'a pas vraiment développé sa politique agricole. Le seul exemple véritablement important c'est l'expropriation du « Hato La Marqueseña », c'est un domaine qui a été exproprié et qui est devenu un centre de capacitation agricole et un Centre d'études génétiques productifs. Désormais cette expropriation est néanmoins une expérience banale pour un processus de grande envergure¹⁷.

2003 et 2004 : déplacement vers les axes sociaux

Si son discours est dirigé envers les hommes et les femmes du monde rurale, en 2002¹⁸, l'année du coup d'État, Chávez parle principalement à l'oligarchie, à ceux qui l'ont trahi et à tous ceux qui ne croient pas dans son modèle.

¹⁴ Décret de réorganisation de la possession et de l'utilisation des terres avec vocation agricole.

¹⁵ "Réforme agraire au Venezuela : la terre pour le peuple pas pour le profit " par Gregory Wilpert. 21 avril 2006, dans : <http://risal.collectifs.net/>

¹⁶ Reinaldo Quijada travaille dans l'Association le Clase media revolucionaria qui appuie le processus politique "Socialisme du XXI siècle".

¹⁷ Entretien avec Reinaldo Quijada. Caracas, Venezuela. Juin 2010.

On s'attendrait au cours de cette année et plus particulièrement après le 14 avril 2002, lors de son retour au Palais Miraflores, à un discours virulent et même violent. On s'attendrait aussi à une rhétorique guerrière ou même d'accusation envers ceux qui ne le voulaient pas au pouvoir. Qu'en est-il ? Quel a été est le discours ? Avec le calcul des spécificités, nous trouvons qu'il sur utilise le verbe défendre. Lorsque nous regardons les concordances, nous voyons qu'il utilise le verbe avec les mots suivants : démocratie, paix, Constitution, capitalisme, patrie ou souveraineté.

Il est intéressant de souligner qu'il utilise le pronom au pluriel : « défendre notre Constitution ; défendre notre institutionnalité ; défendre notre démocratie ; défendre notre patrie ; défendre notre pétrole ; défendre notre entreprise ; défendre notre économie ; défendre notre intégrité et défendre notre joie ».

Entre 2003 et 2004 le discours est centré vers les axes sociaux. On ne peut pas oublier qu'en 2004 l'opposition mettra en œuvre la nouvelle figure de la Constitution Bolivarienne : le référendum révocatoire. Le 15 août 2004 sera emporté par Chávez avec un 59 % des voix.

Sans doute on ne peut pas s'empêcher de faire une corrélation entre les résultats du référendum et les résultats des programmes sociaux. On peut constater que les programmes en matière sociale tels que les programmes intensifs des Misiones contre l'illettrisme, en faveur de l'accès à l'éducation gratuite et des programmes de santé ou d'assistance dans les quartiers plus pauvres, entre autres, sont un résultat réel qui est rapporté aux urnes avec le succès des élections de 2004 et la réélection en 2006.

En quoi consistent-ils ? Les programmes sont très variés : lutter contre l'analphabétisme, donner un accès à l'éducation à tous les niveaux, accès à la santé, appuyer les programmes alimentaires ou d'assistance dans les quartiers urbains pour atteindre l'objectif de zéro pauvreté. Dès le début sont réalisés avec l'appui des experts cubains en matière d'éducation, médecine, micro-entreprises. Les **Misiones**, s'occuperont de faire valoir les droits fondamentaux établis dans la Constitution. Les programmes de santé varieront selon les besoins de la société. L'assistance va de la simple médecine générale, des programmes pour les nourrissons, jusqu'à la médecine plus spécialisée de lutte contre les maladies comme les diabètes.

Depuis 2004 l'appui et les programmes en médecine ont évolué et aujourd'hui il y a de la prévention et des traitements pour des maladies plus graves. Chávez le reconnaît dans ses discours et remercie à Fidel l'important appui dans les différents programmes, tels que la **Mission Miracle** qui aide aux plus démunis à avoir accès à des interventions chirurgicales et à divers traitements.

A propos du niveau d'éducation, en 2006 le Venezuela a été déclaré territoire libre d'analphabétisme avec le travail des Missions Robinson I et II. Dans ses discours de Aló Presidente, il parle de la lutte contre l'analphabétisme et des principaux programmes tels que Barrio Adentro, la Misión Robinson ou la Misión Cristo, la Misión Mercal, la Misión Vuelvan Caras. Les mots : analphabètes (+12) ; lire (+10) ; Barrio (+19) Adentro (+12) ; Mission (+26) Miracle (+27) ; aliments (+ 11) ; école (+11) ; pauvres (+9) ; retraite (+6) ; revenus (+6) sont quelques exemples du vocabulaire spécifique des années 2003 et 2004.

On peut apercevoir en lisant les Aló Presidente, qu'il a un caractère très pédagogique. Ces années-là il parle à nouveau aux gens : il faut apprendre à lire ; nous avons donné plus de 100,000 bourses dans la Misión Ribas pour le thème éducatif ; la Misión Sucre pour l'éducation universitaire ; les programmes spéciaux s'occupent des 110 écoles créées

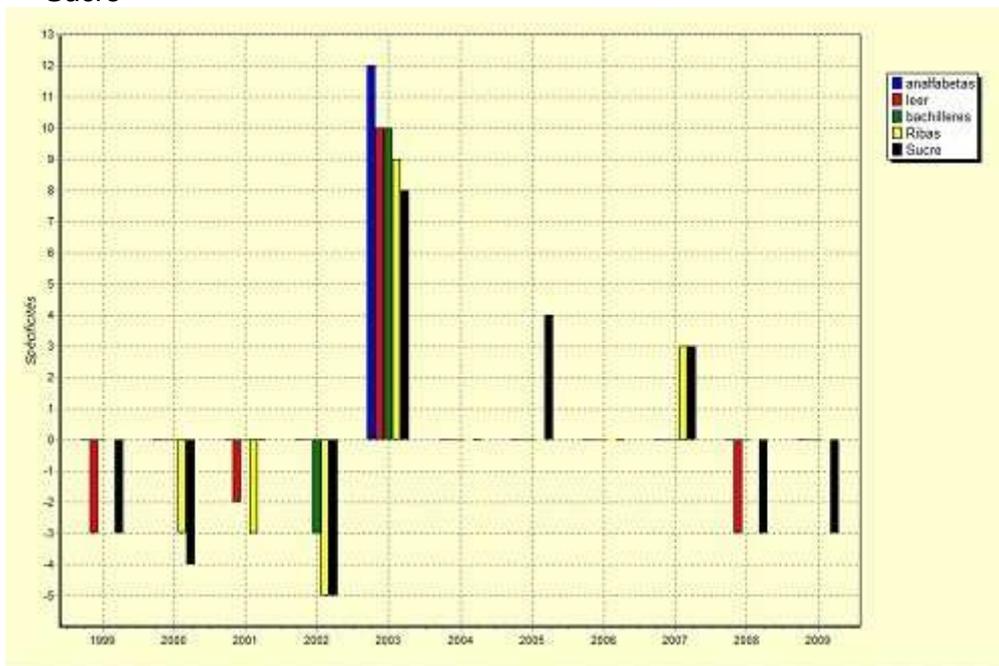
¹⁸ Nous n'avons pas réalisé la comparaison avec l'année 2002 et 2006 car ce sont des années plus courtes du mandat présidentiel. En 2002, le président débute son mandat le 7 août et finit le 31 décembre 2002. Et en 2006 il termine le mandat le 7 août.

pour le sport et l'éducation physique ; nous avons créé les écoles techniques Robinsonniennes. Tous ces programmes confluent sur un seul propos : procurer un nouveau programme d'éducation gratuite universitaire aux jeunes vénézuéliens.

Comme pour les premières années, il revient avec le mot dignité accompagné du mot égalité (+5). C'est pour la première fois en 2004 que le mot clé de l'idéal de gauche s'instaure dans son discours : « la liberté sans égalité n'aurait pas de sens ; ces deux concepts, chers compatriotes, liberté et égalité ; le monde qui lutte pour l'égalité ; c'est l'étendard de la justice social que nous la portons comme notre drapeau, la révolution, l'égalité, l'égalité pour réussir le développement humain ».

Et son discours commence à se radicaliser : « nous avons deux grands problèmes : la pauvreté et la dénationalisation. Au Venezuela nous construisons cette révolution pour éliminer la pauvreté, la dénationalisation, l'immoralité, l'inégalité ».

Graphique 4. Distribution des mots : analphabètes, lire, bacheliers, Ribas, Sucre

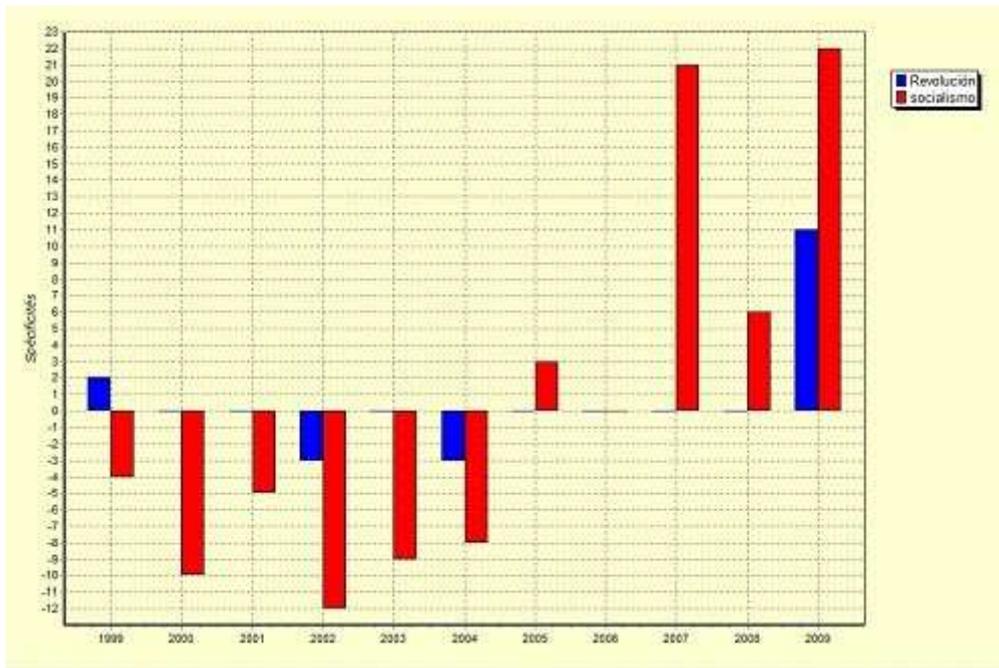


A partir de 2005 : le discours se radicalise

Comme on l'a vu antérieurement c'est en 2005 que son discours se radicalise. On passe d'une révolution en minuscule à une Révolution en majuscule. La guerre contre les grandes extensions de terres « guerre contre le latifundium ». Il parle même d'une justice dans les champs pour lutter contre les inégalités. Les programmes sociaux seront révolutionnaires pour lutter aussi contre le chômage et le manque de logement. La création des coopératives sera aussi un objectif dès 2005.

Le discours de la défense de la démocratie va changer aussi pour un qui réitère l'importance d'une démocratie révolutionnaire (+18) et d'une démocratie participative (+14). L'appel à l'adjectif populaire devient aussi central dans le monde institutionnel. Dès 2005, le Venezuela va renommer ses institutions : « Ministère de l'économie populaire ; Ministère de l'économie populaire ; Atelier de la construction populaire ; Ministère de participation populaire ; infirmières de la clinique populaire. Fond Spécial pétrolier pour le peuple. La famille des mots concernant le mot social est au cœur du discours en 2005 : révolution sociale, éducation sociale, système de sécurité sociale ; bataille sociale, la guerre sociale ».

Graphique 5. Distribution des mots : Révolution, socialisme



En 2006, 2007, 2008 et 2009 le discours continue sa radicalisation et tout propos sera encadré dans les stratégies du socialisme du XXIe siècle.

En 2006 les mots logement et peuple seront les aspects centraux de son message. En 2007 le mot socialiste est un des plus récurrents avec propriété et patrie. Si bien qu'il affirme que dans le Socialisme du XXI siècle « il peut y avoir propriété privée collective ; propriété privée communautaire ou propriété social individuelle » ou « travaillons ensemble avec l'entreprise privée, le gouvernement révolutionnaire et le peuple », il incite aux gens à changer de mentalité et promulguer plutôt le socialisme au capitalisme : « oublions le capitalisme, le capitalisme est inhumain par essence ; le socialisme doit être planifié ; dans le socialisme on doit planifié dans le capitalisme on ne planifie pas. Le futur est avec le socialisme, les humanistes, les socialistes ; des entrepreneurs socialistes ; conformons des entreprises socialistes ; maintenant nous devons conformer les entreprises socialistes ; formation avec des valeurs socialistes ».

On peut affirmer qu'à partir de 2005 le discours propose les quatre axes du socialisme du XXI siècle : démocratie participative ; pouvoir populaire ; consolidation d'un parti unifié et l'expansion du projet en Amérique Latine.

Sur ce dernier élément, le discours de 2009 montre la vision internationale de ses propos. Grâce à la coopération avec la Chine le président vénézuélien donnera vie à un marché de consommation des plus pauvres. Avec les échanges commerciaux avec la chine, les gens les plus pauvres auront un accès aux biens basiques de première nécessité : un frigidaire ou un lave-linge. De nos jours en Amérique Latine, ses éléments appareils seulement une couche de la société peut les acquérir.

En 2009 les mots ayant des spécificités hautes sont relatives à ces thématiques : vergatario (+46) ; frigidaire (+34) ; socialisme (+22) ; lave-linge (+14) ; riz (+12) ; lait (+13) ; semence (+9) ; tracteurs (+8) ; oligarques (+7) ; latifundium (+7) Biélorussie (+7).

Plusieurs questions se posent : ce régime aspire-t-il à une égalité spontanée et libre en accord avec les idéaux utopistes ? Ou le modèle est plutôt imposé par l'autorité ?

Y a-t-il dans le modèle d'Hugo Chávez une réconciliation entre liberté et égalité ? Ou comme le disent les contradicteurs du régime il est un dictateur ? Nous traiterons ces questions dans la conclusion.

Sécurité : fondement de la sécurité démocratique en Colombie ?

Très peu de livres ont été écrits sur la vie de Uribe, sur l'homme politique, son parcours ou sur son héritage dans le scénario politique colombien. Parmi les quelques ouvrages, on retrouve « Credibilidad en el Diálogo Público », un document élaboré par la Présidence de la République de Colombie qui décrit les moyens utilisés dans son stratégie de communication politique.

A ce sujet, les Consejos Comunitarios¹⁹ se sont révélés comme un outil précieux et indispensable à la popularité de l'ancien chef de l'État au cours de ses deux mandats. Ils sont nés de son intérêt de travailler pour la communauté mais surtout avec la communauté. Dès qu'il est devenu Gouverneur du département d'Antioquia il décida de travailler main en main avec les communautés.

Uribe affirme que la participation du peuple permet de trancher entre deux manières opposées de concevoir le modèle politique : un État néolibérale ou un État bureaucratique. Pour l'ancien Président la participation de la communauté est un instrument qui permet de limiter la corruption et aussi pour garantir une meilleure efficacité de l'argent publique.

La participation de la communauté est fondamentale selon Uribe pour voir ce qui manque, ce qui n'est pas réalisé, ce qu'il faut améliorer : « ces statistiques sont dans le power point de notre évaluation interne du gouvernement. Dans ce travail apparaissent les succès. Mais autour de ces rencontres avec les gens, apparaissent ceux qui n'ont pas pu bénéficier des succès ; ceux qui sont restés en dehors. Donc il y a une évaluation de ce que nous pourrions appeler le power people, qui nous dit ce qui n'a pas été fait. L'évaluation interne nous dit les résultats réussit, l'évaluation de l'opinion nous dit ce qui n'a pas été réussi ».²⁰

Dès son travail comme gouverneur, il est convaincu qu'il faut créer un État communautaire, qui soit beaucoup plus présent qu'un État néolibéral mais beaucoup plus efficace qu'un État bureaucratique : « Le modèle d'État communautaire de Alvaro Uribe Vélez est fondé sur le dialogue permanent, franc, respectueux, constructif, engagé mais absent des promesses entre d'une part le gouvernement et d'autre part la communauté. A travers un dialogue qui se réalise une fois par semaine avec les Consejos Comunitarios de Gobierno²¹. »

C'est à partir de cette conception de l'État que les Consejos Comunitarios seront l'instrument le plus efficace pour connaître les besoins les plus élémentaires et les problématiques de la communauté. Ils serviront aussi pour trouver des solutions rapides et concrètes.

Cette nouvelle manière de gouverner avec « la Colombie d'en bas » sera qualifiée comme une véritable révolution, car Uribe a cassé radicalement un schéma de

¹⁹ Les Consejos Comunitarios ont été développés par une institution publique de la Présidence qui définit cet instrument comme "un programme du gouvernement national dans lequel le gouvernement cherche à trouver des schémas d'interaction et de dialogue permanent avec les citoyens, les autorités de l'ordre territorial et le gouvernement central ayant pour propos de travailler de manière concerté pour la solution des problèmes, besoins et inquiétudes des citoyens. Ce forum garantit la transparence de la gestion publique, de la démocratie participative et consolide la confiance institutionnelle. Camacho Bustos, N; Pareja Ayerbe Laura; Bernal Díaz Yesid, Credibilidad en el dialogo público, Consejos Comunales de Gobierno, el sello del Presidente Álvaro Uribe Vélez, Presidencia de la República, 2010.

²⁰ Camacho Bustos, N; Pareja Ayerbe Laura; Bernal Díaz Yesid, Credibilidad en el dialogo público, Consejos Comunales de Gobierno, el sello del Presidente Álvaro Uribe Vélez, Presidencia de la República, 2010, p 13.

²¹ Idem, p 44.

gouvernance en Colombie. Le Président qui traditionnellement a un rapprochement avec le peuple depuis le Palais présidentielle, Casa de Nariño, a décidé de parcourir les villes et villages pour mettre en place un véritable dialogue avec les communautés. C'est ainsi que seulement trois jours après sa prise de pouvoir, le 10 août 2002 il réalisa son premier Consejo Comunitario dans la ville de San Juan de Pasto, capital de la région de Nariño.²²

Pour José Obdulio Gaviria, son plus proche conseiller, la distance entre les chefs de l'État et le peuple en Colombie est comparable à la distance en France à l'époque de Louis XVI :

« La relation entre le citoyen et le président de la république en Colombie, avant les Consejos Comunales, était très proche de la relation entre les rois de France et le peuple, à la fin du mandat de Louis XVI. C'était une relation absolument fortuite, de baiser la main, mais sans aucune interaction avec l'homme public. Encore moins d'essayer de discuter sur les problématiques de la région et des aspects locaux²³ ».

Et Gaviria constate que ce moyen de communication avec le peuple a trois caractéristiques propres à la personnalité de l'ancien président : une énorme capacité de travail ; il se donne aux citoyens pour essayer de résoudre ses problèmes et un don d'autorité qui lui permet de connaître l'intégralité des problématiques et des solutions. Ce dernier point révèle surtout la capacité du président de connaître jusqu'au plus élémentaire détail des opérations et des activités de l'État.

Pour ses plus proches collaborateurs de son premier mandat tels que la Ministre de la Défense Marta Lucía Ramírez, c'est un homme véritablement proche du peuple. Ramírez insiste sur le fait qu'il est le seul président qui a eu une rencontre avec le peuple, avec la vie rurale et avec la Colombie « d'en bas ».

Le président Uribe a développé un dispositif communicationnelle pour écouter les besoins des plus défavorisés, les problématiques régionales et insister sur la présence de sa politique de "Sécurité Démocratique".

Avec ce programme, nous rappelle l'ancienne ministre de la défense, le président a eu d'importants résultats. Son programme lui a permis avec la définition d'une politique de Sécurité Démocratique, de façonner son importante popularité.

Malgré les importants résultats, Ramírez croit qu'une vision de court terme l'emporta sur les thématiques plus transcendantes. L'idée d'efficacité se transforma en un désir de résoudre les difficultés des gens à court terme et cela dégénéra dans un contexte de clientélisme.

« Il y a eu un changement des priorités. Sa dévotion de servir aux gens à été emporter par son ego. La reconnaissance de la population envers un leader politique qui finalement avait mis une limite aux guérillas a alimenté son ego et son intérêt de rester au pouvoir plus de deux périodes²⁴. »

Selon l'ancienne Ministre de la Défense la capacité de travail et les prises de décisions lors de sa rencontre une fois par semaine avec les gens, ont alimenté une personnalité ambiguë. Malgré son enthousiasme pour changer les destins du pays, l'orgueil et l'arrogance ont sacrifié les valeurs comme la lutte contre la corruption et le clientélisme. Ce mécanisme a souffert une certaine usure. Surtout quand les promesses du gouvernement n'ont pas tenue bout et n'ont pas été accomplis.

Mais de quoi parle Uribe dans les Consejos Comunitarios ? Quelles sont les thématiques les plus importantes entre 2002 et 2006 ? Parle-t-il-principalement de la recherche d'une politique de sécurité ?

²² Idem, p 45.

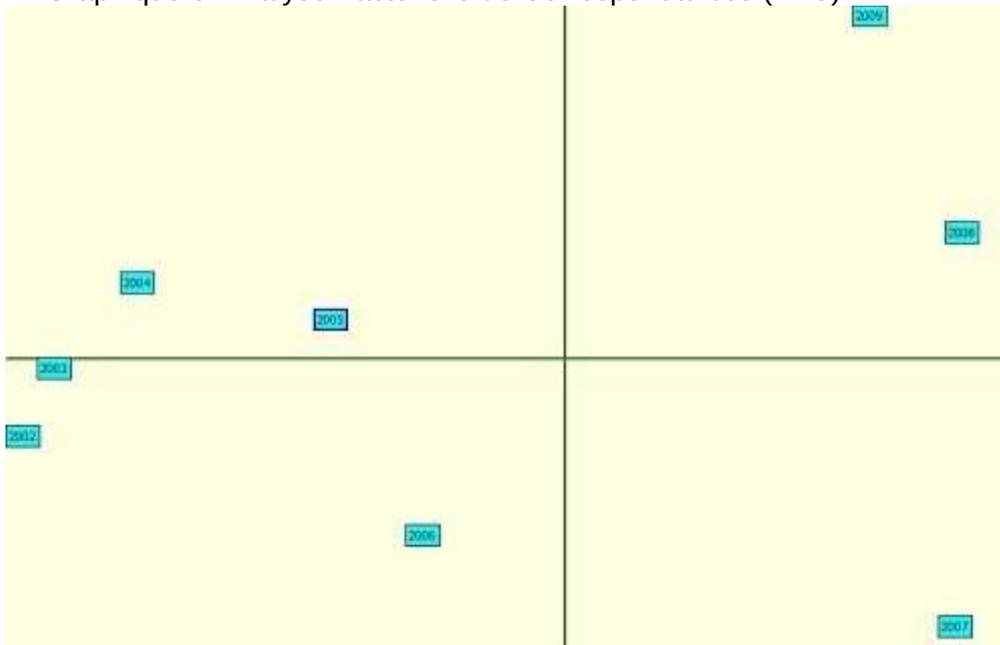
²³ Idem, p 46.

²⁴ Entretien avec Marta Lucía Ramírez à Paris. Septembre 2010.

A partir d'une analyse lexicométrique nous essaierons de proposer un nouvel angle d'attaque sur le discours des talk-shows de l'ancien président colombien Alvaro Uribe. L'analyse quantitative des Consejos Comunitarios de ses deux mandats repose sur l'étude de 216 discours entre 2002 et 2009. Notre sélection des Consejos comporte une longueur de 599073 mots.

L'analyse factorielle de correspondances nous permet de mettre en lumière l'évolution du discours de Uribe et de vérifier s'il y a des oppositions ou de ressemblances dans le vocabulaire utilisé année par année :

Graphique 6. Analyse Factorielle de Correspondances (AFC)



L'AFC nous montre qu'il y a une division entre les discours de son premier mandat (2002-2006) du côté gauche du graphique et les discours de son deuxième mandat (2006-2010) du côté droit. A gauche nous avons les discours de son premier mandat, entre 2002 et 2006 tandis que de l'autre côté nous retrouvons les discours qui réuniraient les années 2007, 2008 et 2009.

Pourquoi avons-nous d'un côté les discours du premier mandat et de l'autre, ceux du deuxième mandat ? Pourquoi 2002 et 2009 sont si opposés ? Existe-t-il une thématique commune aux années 2002 et 2006 ? Doit-on voir une rupture entre le premier mandat et le deuxième mandat ? Serions-nous en passe d'un même homme politique mais ayant deux discours différents ? En quoi se distingue le discours de 2007 des autres années ? Y a-t-il vraiment une évolution du discours entre 2002 et 2006 ? Les scandales de corruption, la grave crise politique des faux positifs peuvent-ils être des événements importants pour analyser la rhétorique politique de l'ancien chef de l'État ? Le thème de la Sécurité Démocratique, plateforme politique d'Uribe, sera-t-il tout au long de ses deux mandats, le thème central de ses préoccupations ?

Une première approche nous permettrait de montrer qu'il y aurait une rupture entre les discours du premier mandat (2002-2006) et les discours du deuxième mandat (2007-2009).

Avant de regarder le vocabulaire, il est important de rappeler que les Consejos Comunitarios se sont initiés le 7 août 2002, c'est à dire le jour même de la prise de possession du pouvoir. De manière générale le discours qu'il développe est centré sur la lutte contre la guérilla et l'application du programme Sécurité Démocratique, mais aussi c'est un discours envers les pauvres, les plus démunis : « avec les personnes humbles il faut être profondément respectueux et plus humble qu'eux. Avec les terroristes, face à

eux, il faut s'agrandir jusqu'à récupérer la sécurité » affirma-t-il le 26 novembre 2005 dans un Consejo à Concordia Antioquia, sa région natal.

Les textes que nous avons analysés ont de manière générale une même structure. Ils présentent le discours initial du chef de l'État qui permet d'ouvrir le débat avec l'auditoire, c'est à dire les autorités régionales, la communauté de la région ou du village et les invités s'il y a lieu.

Au cours de son discours, le président souffre un mimétisme dans lequel il laisse de côté le politique et devient le savant, le paysan ou un homme de plus de l'auditoire. Il change de rôle : dans certains cas, il devient un poète et exalte la nature, l'environnement, tandis que dans d'autres cas, il revient sur son passé ou sur les événements majeurs de l'histoire. Ensuite il fait un bref résumé sur les principaux thèmes qui ont été développé dans le Consejo antérieur. Après il évoque la pertinence de faire le Conseil dans cette ville ou cette région et met sur la table les principaux thèmes qui seront discuter avec la communauté et les autorités régionales.

Il faut dire qu'au cours de ce premier mandat le président a un discours très technique, entouré par des chiffres qu'il répète sans cesse : « Aujourd'hui le Sena²⁵ répond aux besoins de plus d'un million de colombiens (...) et Bienestar Familiar²⁶ avait six million cent mil utilisateurs et aujourd'hui il a plus de dix millions » affirma-t-il dans le Consejo du 26 novembre 2005.

Finalement Uribe se donne aussi le temps pour présenter son opinion sur l'actualité : un débat politique, un conflit particulier, une catastrophe naturelle ou les nouvelles qui sont au cœur des premières pages de la presse nationale. Surtout pas étrangère. Comme on le verra par la suite, la caractéristique du discours Uribiste est de regarder toujours la maison et pas ailleurs. Le discours peut porter sur plusieurs axes : les avancements en sécurité, l'ordre public, la santé, l'éducation, le tourisme ou l'économie, entre autres.

Ses paroles incluent tout d'abord une description du lieu où le Consejo se déroule. Uribe adore la nature et l'exalte avec ses discours. C'est la rhétorique de l'homme provenant du monde rural : « fils comme vous de cette montagne, avec toutes les faiblesses de ma petite chair et de mes petits os, mais avec un cœur immense (...), Immense aussi comme la forme de ses montagnes c'est le luxe de cette région d'Antioquia qui a eu le privilège de m'avoir en tant que Président ». ²⁷

Il exalte aussi la diversité des paysages, du climat et de la végétation. Lors d'un Consejo pour les départements du Sud du pays, région ou la guérilla, la trafic de drogue et l'absence de l'État s'installèrent depuis longtemps, il exalte la nature et les projets qui se réalisent dans son mandat : « quel sera le sort de l'Orénoque, quel sera le sort de cette terre semer en caoutchouc (...) quel sera le sort de des sols avec la récupération et les nouvelles semences de soja et maïs ? Quel sera le sort de cette terre avec la navigabilité de la rivière du Meta²⁸ ? ».

Mais il profitera aussi pour insérer dans sa rhétorique des métaphores sur l'ennemi interne du régime : la guérilla plus ancienne du continent latino-américain, les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC).

²⁵ Le Sena (Service d'apprentissage National) a été créé par le gouvernement de la Junte militaire après le gouvernement du Général Rojas Pinilla, avec le Décret loi 118, le 21 juin de 1957. C'est un Institut d'apprentissage technique dans les secteurs de l'industrie, le commerce, l'agriculture, l'exploitation des mines et l'élevage.

²⁶ Institut Colombien de du bien-être de la famille est une institution créée en 1968 pour répondre aux problèmes de nutrition de la petite enfance, la désintégration et instabilité de la famille, la perte des valeurs et les enfants abandonnés.

²⁷ Consejo comunitario. Novembre 26 2005. Antioquia

²⁸ Consejo comunitario. Février 19 2005. Cundinamarca

C'est ainsi que lors du Consejo en 2005 il affirme « Dans la mesure où nous retrouverons la paix, il y aura tranquillité, voies de communications, un bon gouvernement, il y aura honnêteté. Là le développement devra surgir. Nous avons avancé mais pas suffisamment. Le serpent est encore vivant. Nous devons faire un grand effort. Nous voulons une Colombie sans guérillas, sans drogue, sans paramilitaires ».²⁹

Le discours les premiers années est un discours optimiste, il cherche à rassembler le peuple autour d'un projet politique. Ce sera un discours très pédagogique, très dialogique et très proche du peuple, des gens qui l'écoutent. Aussi ce discours très directe porte les caractéristiques de cet homme qui croit à la sagesse populaire et mépris l'extérieur ou l'éducation étrangère : « Face aux terroristes il faut s'endurcir et face aux pauvres se mettre à genoux. C'est une leçon qui ne vient pas des Universités sophistiquées mais du département d'Antioquia³⁰ ».

Sa rhétorique insiste sur une vision d'unité du pays « quelle est l'unité que nous désirons ? L'unité dans la diversité, l'unité dans le pluralisme ? (...) des Colombiens ? Une ambiance positive, une ambiance du débat mais de la cohésion ».³¹

Mais il s'agit aussi d'une rhétorique qui passe par la construction ou refondation d'une Nation et d'une Patrie. Uribe, comme on le verra plus clairement dans la rhétorique utilisée au cours de son deuxième mandat, il ne se définit pas par rapport aux idéologies. Il se définit par rapport à la construction des valeurs et d'une identité nationale.

Le 22 octobre 2005 en regardant le travail d'un maire il affirma : « nous le voyons (...) il construit la Patrie avec son travail, soumis aux règles démocratiques, il cherche à faire un bon gouvernement. Et après il se demande : qu'est-ce que nous cherchons dans cette Patrie ? une Patrie qui marque la défaite du terrorisme, une Patrie qui marque la défaite de la lutte contre le narco trafic, une Patrie qui marque la défaite contre la corruption et une Patrie qui marque la revendication des pauvres³² ».

Nous examinerons maintenant si les principales observations formulées antérieurement à l'aide de l'Analyse Factorielle (AFC) se vérifient dans les données lexicales, telles qu'elles nous sont fournies par l'index hiérarchique. Nous regarderons de manière particulière les spécificités³³ lexicales du discours d'Alvaro Uribe pour déterminer quels sont les mots les plus et les moins utilisés tout au long de son premier mandat.

2002 : les axes politiques et économiques seraient prioritaires

Il est important de rappeler qu'une lecture détaillée du corpus Uribe et de la première et courte année de 2002 (elle va du 7 août au 31 décembre), montre que le discours du président fait un point sur les principaux projets politiques de son programme.

Le résultat des spécificités chronologiques nous montre que les mots réforme (+10) et référendum (+7) sont très importants cette première année. Cela coïncide avec les principaux instruments politiques qui permettront au gouvernement de démarrer les

²⁹ Consejo comunitario. Novembre 26 2005. Antioquia

³⁰ Consejo comunitario. Novembre 26 2005. Antioquia

³¹ Consejo comunitario. Mars 5 2005. Cundinamarca

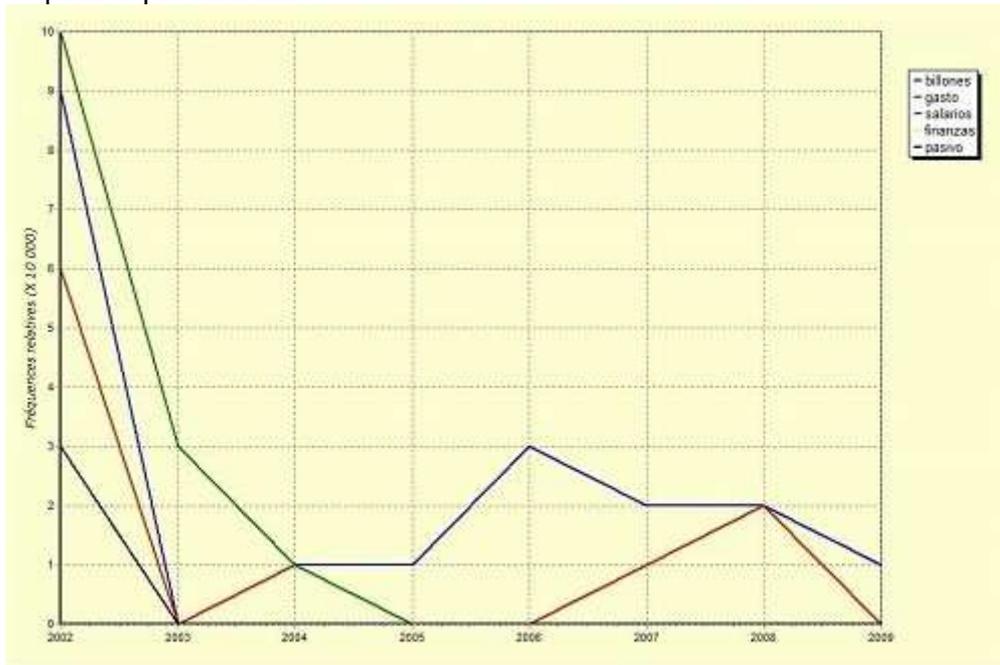
³² Consejo comunitario d'octobre 22 2005. Cundinamarca

³³ " Une spécificité est une probabilité qui permet de porter un jugement sur la répartition des formes dans les parties du corpus. Ce jugement s'exprime en termes de surreprésentation (spécificité positive) ou de sous-représentation (spécificité négative). La mesure s'exprime par la valeur de l'exposant de probabilité " p 32, Étude lexicométrique du discours gouvernemental de la gauche pluriel (1997-1999). Étude commandée par le Service d'Information du Gouvernement. Laboratoire Analyses de Corpus Linguistiques Usages et Traitements UMR 8503-CNRS-ENS Lettres et Sciences Humaines Lyon 15, Parvis René Descartes-69366 Lyon cedex 07.

projets gouvernementaux. Il est important de souligner que le président utilise pendant cette période des mots qui appartiennent à l'axe économique : billions (+9) ; dépense (+8) ; salaires (+7) ; pesos (+6) ; tributaire (+6) ; finances(+5) ; ressources (+4) ; impôts(+4) ; salaire (+4) ; revenus (+3) ; économie (+3).

Cela est assez marquant car le président Uribe a gagné les élections avec le drapeau de lutte contre les guérillas. On croirait que son vocabulaire devrait être centré sur le thème de l'insécurité, la violence, ainsi que la mise en place du Programme de Sécurité Démocratique. Cependant son vocabulaire ne fait pas référence aux objectifs de lutter contre les forces d'extrême gauche (guérilla) et d'extrême droite (les paramilitaires), mais par contre sur le champ lexicale relevant le domaine économique.

Graphique 7. Distribution de : billions, dépense, salaires, finances, passif pour la partition date

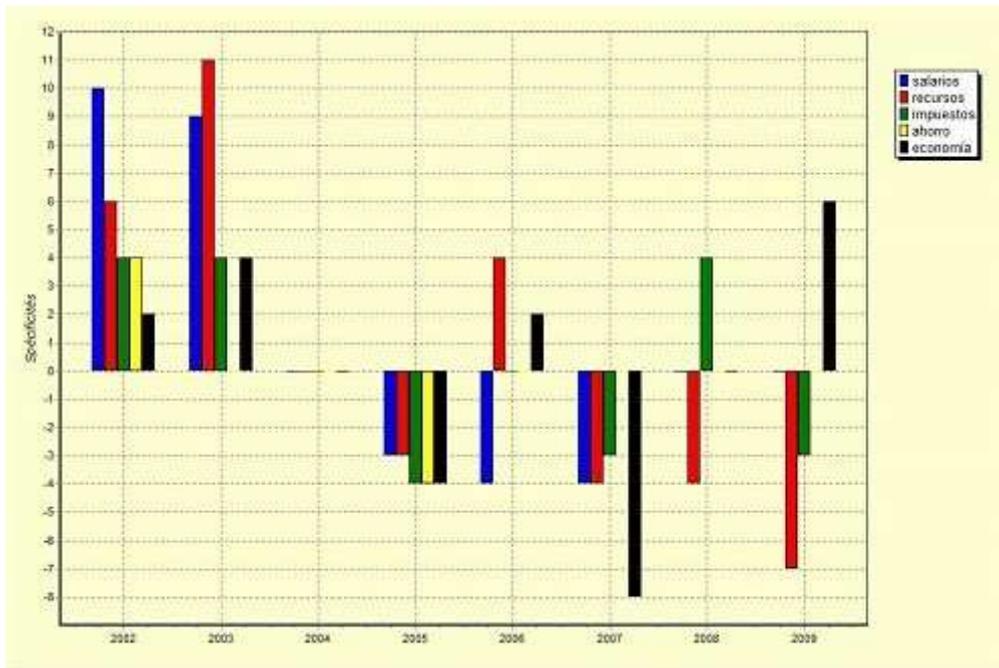


Ce graphique nous permet de constater que les mots du champ économique tels que billions, dépense, salaires, finances et passifs, ont les fréquences relatives plus importantes en 2002 que le reste des années.

Un deuxième graphique qui nous permet de voir l'importance du thème économique est celui des spécificités³⁴. Dans ce cas on pourrait affirmer que les mots relatifs au domaine économique sont très significatifs pour les années 2002-2003. Les spécificités positives de ressources, impôts, salaire, épargne et économie le montrent.

Graphique 8. Distribution de salaires, ressources, impôts, épargne, économie partition date

³⁴ A partir d'un calcul probabilistique, on peut apprécier si les mots sont très significatifs ou peu significatifs.



Ce graphique présente clairement comment le vocabulaire relatif aux axes économiques est spécifique des deux premières années. Certes les dispositions institutionnelles et gouvernementales font preuve qu'il est nécessaire de mettre en avant un important programme économique. Il ne faut pas oublier, non plus que le nouvel impôt de solidarité pour la sécurité a été créé seulement quatre jours après l'investiture du président avec les décrets 1837 et 1838.

Notons aussi que c'est le champ lexicale relatif à l'emploi plus présent que celui du chômage : emploi (284) ; chômage (94) ; emplois (44) ; travail (44).

A partir des concordances nous pouvons voir que l'utilisation du mot emploi est assez générique. Le président ne parle pas directement d'une politique d'emploi mais de manière générale de l'importance de la génération d'emploi : « génération d'emploi ; intérêt politique pour générer l'emploi ; l'impact du tourisme dans la génération d'emploi ; réforme tribulaire pour générer emploi ; la nouvelle de l'emploi ; le thème de l'emploi ; protéger l'emploi ».

Nous trouvons aussi d'autres axes transversales qui sont reliés aux aspects économiques, tels que l'éducation, la recherche, l'agriculture qui font partie aussi des éléments centraux des premières années de gouvernement.

Les spécificités chronologiques le démontrent : éducation (+9) et recherche (+3) ont une prépondérance ces premières années. Dans ses discours le président affirma « la Colombie épargne pour mieux investir dans le domaine éducatif (...) c'est de l'argent très utile pour le thème éducatif ; on bloquera les dépenses de l'État pendant deux ans avec quelques exceptions les axes éducatifs et de santé ». Finalement les principales valeurs invoquées par le président sont reliées au goût pour le travail et la valorisation d'une politique austère au sein des institutions.

De manière générale on peut affirmer que nous retrouvons ces valeurs dans les chefs d'États d'autrefois, comme pour le General De Gaulle. On ne doit pas oublier que le président arrive au pouvoir avec des objectifs clairs : lutter contre la corruption et établir un programme sévèrement austère au niveau de la bureaucratie institutionnelle. Par exemple le président décida de réorganiser la carrière diplomatique en fermant plusieurs ambassades et consulats. De même il décida de fusionner les Ministère de Justice et de l'Intérieur ainsi que celui de l'Environnement et du Logement. Nous verrons par la suite comment ces actions ont été très superflues et n'ont pas atteints les objectifs désirés.

Comme on peut l'apprécier sur le graphique ses mots ont une décroissance les années 2003, 2004, 2005 y 2006. Il est intéressant de voir aussi que le président a créé un slogan de "travailler, travailler, travailler", qui n'a été utilisé dans son discours que les premières années.

2003 : les axes politiques et institutionnels sont prioritaires

L'année 2003 fut une année assez compliquée pour le gouvernement. Non seulement en matière de sécurité par les coups des guérillas mais aussi par le mécontentement du peuple colombien face aux réformes politiques.

Le 15 octobre 2003, les colombiens n'ont pas approuvé le référendum proposé par le président Uribe, référendum qui lui permettait de mettre en place plusieurs réformes politiques. Ce projet politique visait à éliminer la corruption et les mauvaises pratiques politiques. Ce n'est donc pas une surprise que les axes les plus traités lors de l'année 2003 soient liés à cette thématique.

Les spécificités chronologiques nous montrent que le mot décentralisation (+ 20) et référendum (+20) ont des spécificités assez importantes. Le mot référendum a une fréquence très importante en 2002 par rapport aux autres années : référendum (17) en 2002 et référendum (3) en 2005.

Mais comment utilise-t-il le mot référendum ? Lors de ses Consejos Comunitarios il a fait une vive défense. Son caractère persuasif et son style très pédagogue lui facilite la tâche pour insister sur les bienfaits du référendum : « Le référendum est un grand pas (...) nous avons inclus un article qui prévoit l'élimination des privilèges (...), le référendum pour augmenter la couverture (...), un référendum d'origine populaire (...), le référendum donne une revalorisation à l'éducation (...), un référendum pour changer le pays ».

Mais on trouve aussi quelques références après la défaite du référendum. Il indique avec soin les conséquences de la défaite, toujours avec un ton ferme mais ayant un contenu positif sur l'avenir de son gouvernement : « On nous a dit que le référendum a été défait, c'est vrai, le gouvernement l'accepte (...) le mercredi suivant au référendum je n'ai pas voulu parler à la Nation (...) le gouvernement a exposé un référendum avec des points assez controversés. »

Au centre du référendum, un sujet prend part active dans les discours, c'est celui de la lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques politiques.

Dans le graphique suivant nous pouvons constater l'importance de la lutte contre la corruption en 2003 plus importante que la lutte contre le terrorisme une de ses priorités de gouvernement. La lutte et le combat ont aussi une fréquence importante. Ces mots sont liés, en particulier, à la lutte contre la corruption et la lutte contre les mauvaises pratiques politiques. Son message est encore plus incisive lorsqu'il utilise un argot populaire la basse politique (+11). Pour Uribe il faut avant tout éliminer les mauvaises pratiques politiques. Les concordances le dénotent, le mot politicaillerie a été répété 1 fois en 2002, (32) en 2003 et (5) en 2004.

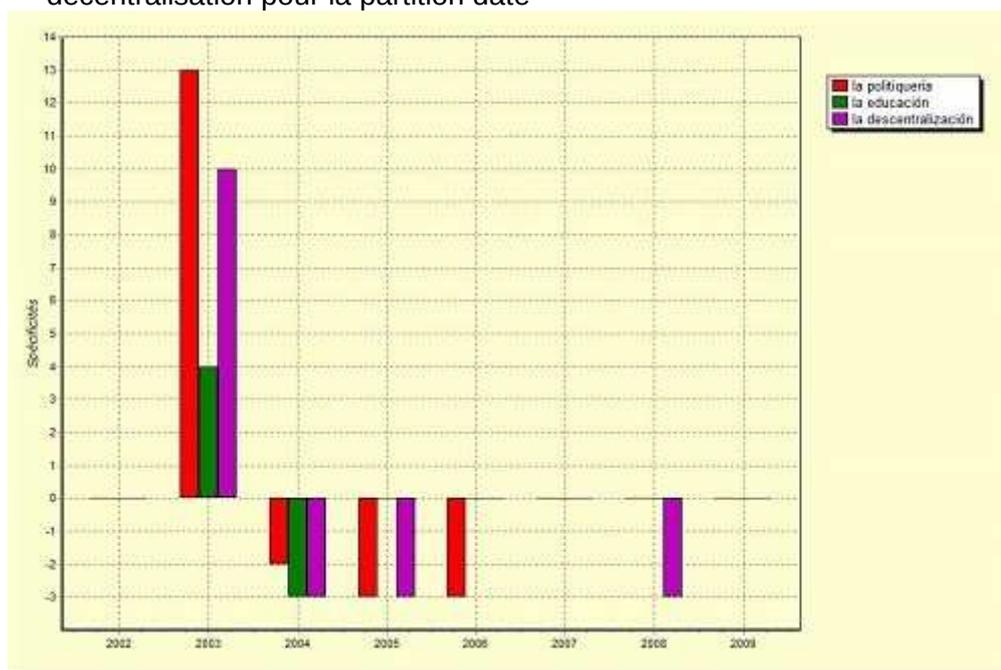
En 2003, nous pouvons apprécier qu'il le répété sans cesse : « ni le terrorisme ni la politicaillerie, ni la corruption (...) pas plus de transactions avec la politicaillerie (...) lutte contre la corruption (...) lutter contre la politicaillerie et améliorer les services sociaux ».

On aperçoit aussi les principaux axes thématiques de son programme politique. Les spécificités chronologiques du thème éducatif sont assez représentatifs : Université publique (+11) ; publique (+ 9) ; jeunes (+6) ; emploi (+6).

Le président prône une éducation d'excellence au niveau universitaire, l'appui de son gouvernement à l'éducation publique et à une couverture de l'éducation primaire. Par ailleurs, la jeunesse devient partie prenante dans les paroles du Président.

Les programmes Jeunes en Action, sera largement diffusé dans son discours de 2003. Il évoquera plusieurs fois ce programme, qui a été créé sous la présidence de l'ancien président Andrés Pastrana (1998-2002). Par conséquent les mentions dans son discours des aspects sociaux sont aussi prioritaires : le logement (+6) ; subventions (+6) ; aqueduc ; réseau d'égouts.

Graphique 9. Distribution de la politcaillerie, l'éducation et la décentralisation pour la partition date



Finalement il convient de mettre en relief les valeurs du discours nationaliste.

Le mot central de ce discours est Patrie avec 288 occurrences. Mais il est accompagné de National (723) Sécurité (548) loi (296) ; justice (264) et bien plus loin en ordre de fréquence équité (108) et solidarité (34). En 2003 le mot Patrie a une spécificité positive de (+11) et il est accompagné aussi d'autres expressions avec des spécificités importantes tels que : la Patrie (+8) ; construire Patrie (+8) ; cette Patrie (+6) ; terre de la Patrie (+4) ; pour la Patrie (+3). Quelques références au mot patrie : « je pense qu'une Patrie comme la nôtre (...), les administrations de cette Patrie (...), cela nous garantit la Patrie (...), il faut récupérer la confiance de la Patrie (...), les besoins de cette Patrie ». Nous voyons que le positionnement du mot patrie au sein du discours Uribiste est capital.

Les principaux fondateurs de la Nation, Simón Bolivar et Francisco de Paula Santander, sont vue en Colombie comme les deux grands hommes qui ont participé à la création de la Nation. Cela dit au moment de caractériser chaque précurseur, nous retrouvons des courants juxtaposés, des pensées idéologiques divergentes.

Traditionnellement Bolívar est décrit comme le précurseur des valeurs de la liberté et de l'autorité tandis que Santander est plutôt caractérisé par l'empire de la loi. Certes les processus d'indépendance passent par une vision partisane, là où les conservateurs revendiquent l'héritage et la pensée politique de Simón Bolívar et les libéraux revendiquent l'héritage et la pensée de Francisco de Paula Santander.

En ce qui concerne le scénario politique, depuis la moitié du XIXe siècle la Colombie est configuré politiquement par deux partis politiques, le libéral et le

conservateur. La fragilité des symboles nationaux dépend aussi d'un autre événement : la dispute entre les conservateurs et les libéraux qui gouvernent la vie politique de Colombie. Cet affrontement n'a jamais répondu à des différences d'intérêts socioéconomiques précises mais à une vision différente du rôle de l'église dans la création de l'ordre social.

Les innumérables guerres civiles qui ont secoué le pays tout au long du XIXe siècle et même au début du XXe siècle avec la Guerre des mil jours « ont contribué à engendré une géographie partisane, légèrement aléatoire au début mais immuable après. Les deux partis se sont transformés en véritables subcultures transmises de génération en génération au sein des familles et des localités. Cet enracinement des traditions partisans est si profonde qu'il s'est maintenu jusqu'à bien plus tard que 1930, même jusqu'à très récemment ».³⁵

Un des plus proches collaborateurs du gouvernement Uribe, José Obdulio Gaviria affirme que contrairement à la tradition politique, qui caractérise les réalités politiques sous le prisme libéral ou, au contraire, sous le prisme conservateur, le président Uribe ne voit pas des clivages entre ses deux factions politiques. Uribe considère que la richesse du débat, de la tradition politique et du pluralisme est due aux différents courants et héritages qui nous ont laissé des personnages illustres tels que Simón Bolívar, Francisco de Paula Santander, Antonio Nariño ou Francisco José de Sucre : « Uribe revendique la pensée et les actions des deux fondateurs de la République Colombienne. Mais il insiste sur le fait que Bolívar et Santander ont préfiguré l'identité politique de la Nation. C'est Bolívar qui a incarné l'idée d'ordre comme un présupposé incontournable de la liberté et de l'autorité comme une condition pour l'égalité des opportunités ; et pour sa part Santander a défini l'empire de la loi comme une garantie de la sécurité des libertés »³⁶.

Tel que cela est présenté par Gaviria, pour Uribe les thèmes clés de son projet commencent par la valeur de l'ordre, passent par les libertés, l'autorité et l'égalité. Cela dit, comme on le verra dans le troisième chapitre, le thème de l'égalité est presque inexistant dans le discours d'Uribe. Il parle plutôt d'équité qui a (108) occurrences vis-à-vis le mot égalité qui n'a que (8) occurrences.

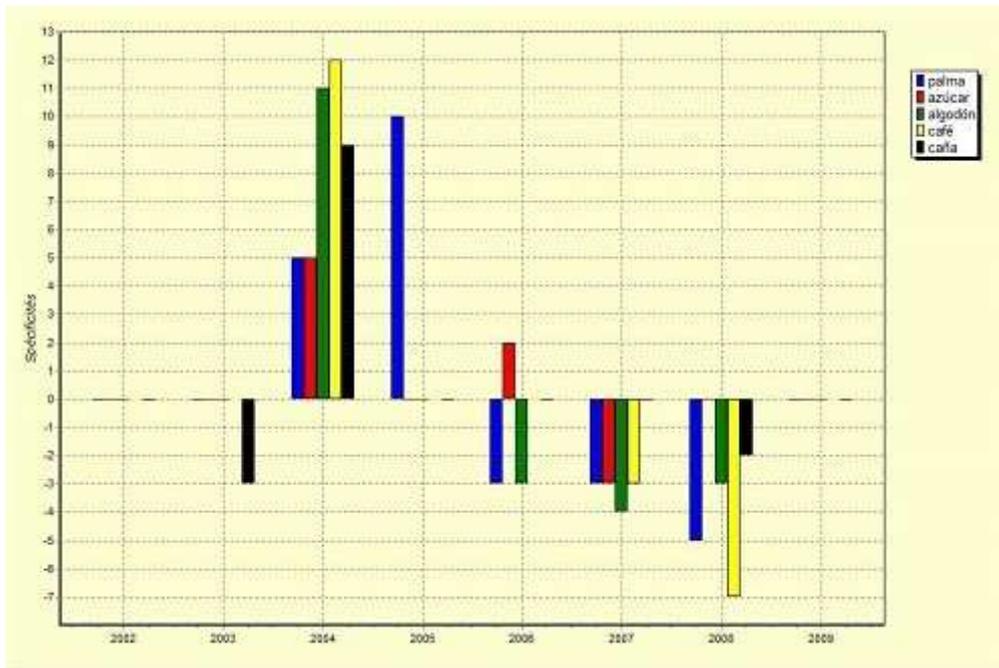
2004, une année verte : l'axe écologique devient prioritaire

Les spécificités chronologiques exposent pour l'année 2004, un champ lexical très représentatif de l'axe écologique et de l'agriculture. Les mots ayant une spécificité importante en 2004 sont assez parlant, la région de la Sierra Nevada de Santa Marta se trouve en toute première position : Sierra (+9) ; les produits propres de l'agriculture du pays pour l'exploitation sont aussi sur employés : pain de sucre roux (+13), café (+7), cultures (+7), hectares (+7), canne à sucre (+7), caféiculture (+6), coton (+6), récolte (+6).

Graphique 10. Distribution de *palmier, sucre, coton, café et canne à sucre* pour la partition date

³⁵ Pécaut, D. "Guerra contra la sociedad", Editorial Planeta, primera edición mayo 2001, p 53-54

³⁶ Gaviria, J.O, "A Uribe lo que es de Uribe", Editorial Planeta, 2006, Colombia, p 50.



A partir des segments répétés nous pouvons apprécier que les mots désignant le lieu de la « Sierra Nevada » en 2004 emportent la fréquence plus importante (11) ainsi environnement (15). D'autre part comme nous le montre le graphique suivant les mots : café (+12) ; coton (+11) ; sucre (+5) ; palmier (+5) sont constituant des spécificités plus importantes que celle de reste des années.

Pourquoi il y aurait en 2004 une claire caractérisation du discours présidentiel vers les axes écologiques ? On pourrait affirmer que la politique de sécurité, qui a déjà en 2004 presque deux ans de déroulement permettent de travailler les champs, de retourner vers les campagnes pour travailler les terres.

Il serait intéressant de regarder aussi le contexte international pour comprendre le choix de favoriser plus particulièrement l'axe environnemental et l'agriculture à d'autres axes bien importants tels que l'ordre public ou l'éducation.

Dans la troisième section nous reviendrons vers les axes internationaux.

Mais il s'agit aussi peut-être d'une stratégie de communication. Cette année-là en septembre il y a eu une importante mobilisation d'indigènes du Sud du pays qui déclaraient être contre la réforme constitutionnelle qui visait une réélection du président Uribe ainsi que leur rejet du Traité de Libre-échange avec les États-Unis.

Pour le gouvernement cette marche était seulement un prétexte politique. « *Je ne vois pas la relation entre les problèmes qu'ils soulèvent et la marche. Je vois que cette marche a un objectif politique et qu'ils devaient la présenter comme tel, mais ne pas inventer des mensonges. Dites la vérité, dites que vous avez un parti politique et que vous voulez sortir pour marcher et protester, mais ne racontez pas d'histoires au pays* », a déclaré vendredi le 10 septembre, 2004 le mandataire³⁷. »

Certes les mobilisations d'indigènes seront accompagnées aussi des organisations syndicales très critiques du gouvernement. On pourrait imaginer que la réponse du gouvernement a été de mettre en place un dispositif médiatique sur l'axe écologique et agricole au sein des Consejos et ainsi contrebalancer les protestations des organisations d'indigènes.

Il est intéressant de souligner que cette année-là, le Congrès, le Sénat, les parlementaires, les magistrats sont aussi particulièrement présent dans les discours du

³⁷ Source : IPS Noticias (<http://www.ips.org/>), 15 septembre 2004. Traduction : Tania Blanco, pour RISAL (<http://risal.collectifs.net>).

Président. Les concordances nous permettent de retrouver les contextes : tout d'abord Uribe se dirige beaucoup aux parlementaires : précieuse collaboration celle du Congrès ; aide du Congrès ; nous invitons le Congrès ; je crois que le Congrès ; j'appelle au Congrès ; je voudrai remercier au Congrès ; avec la précieuse aide du Congrès.

Les segments répétés nous montrent que le mot Commission est répété surtout en 2004. Il se réfère en particulier à la Commission première et la Commission septième du Sénat et la Chambre des Députés. Il ne faut pas oublier que le 2004 est l'année où le Congrès créera une loi pour modifier la Constitution et accepter la réélection présidentielle.

2005 : l'année où le président a le plus parlé : le terrorisme et la paix

Le tableau des principales caractéristiques lexicométriques nous montre que l'année 2005 est la plus importante en nombre de formes vis-à-vis les années 2003 et 2004. Elle est constituée par 9671 formes vis-à-vis 2003 avec 8518 formes et 2004 avec 6769 formes.

Le 15 octobre 2005, la Cour Constitutionnel, donna avis favorable à la réélection du président. Cette année est particulièrement importante car le peuple colombien se trouve en face d'un Président-candidat. Même si le résultat n'est donné qu'en fin d'année, le président envisage déjà un deuxième mandat.

Les stratégies discursives et rhétoriques utilisées sont clés pour montrer comment le Président choisit ses messages en fonction de son nouveau statut : candidat-président. Il cherchera à convaincre le peuple des bienfaits de sa réélection.

Selon les analyses quantitatives, nous pouvons apprécier que les Consejos Comunales ont une plus importante extension en 2005 et la Sécurité Démocratique devient l'enjeu principale de ses messages. Rappelons qu'Uribe est élu comme le président de main forte pour combattre les guérillas. Le président de la sécurité et l'établissement de l'ordre. L'analyse des spécificités évolutives nous montre que depuis 2002 les axes présentés par le président ne sont pas liés uniquement à cette thématique. Par contre en 2005, les spécificités prépondérante recentrent le thème central de l'insécurité : sécurité (+10), police (+9), coopérateur (+8), force (+7), autorité (+6), militaire (+5), sécurité (+5), démocratique (+4).

Il est intéressant de souligner que le lexique sur son programme "drapeau" est accompagné aussi par une remarquable insistance envers l'auditoire.

C'est d'ailleurs un auditoire qu'il appelle avec un langage très familier : voisin (+11), citoyen (+ 11), chers amis (+ 9), compatriotes (+6), citoyens (+4).

D'autre part, on retrouverait en 2005 un changement des postulats du président, car on trouve un lexique relatif à la paix et la négociation ainsi que la lutte contre les guérillas et les paramilitaires. Certes Alvaro Uribe est le président des négociations de paix avec les groupes paramilitaires qui se déroule depuis 2004.

Sans doute fait-il référence au processus avec les forces d'extrême droite mais dans son discours il nomme beaucoup aussi les forces d'extrême gauche : négociation (+8) ; réinsertion (+8) ; négociateur (+7) ; réinsérer (+6) ; paramilitaires (+6) ; ELN (+4) ; FARC (+3) ; paix (+3).

Avec les concordances, on peut regarder le contexte des mots qui ont une spécificité importante. On trouve que le mot paix est surtout utilisé comme un adjectif qualificatif pour mentionner le poste de Luis Carlos Restrepo, Haut Commissaire pour la Paix. Sur le mot paix, le président ne présente jamais l'idée de réaliser une négociation avec les groupes d'extrêmes gauche.

Le mot négociation insiste sur le fait "qu'il ne sait pas dans quel moment il va négocier avec les FARC ou l'ELN". Il affirme aussi que sa main forte avec le terrorisme et très généreuse au moment de négocier avec ceux qui laissent les armes. Il invite plus particulièrement à négocier avec l'ELN. Mais il faut faire attention car le mot négociation désigne aussi la négociation économique du Traité de Libre Échange avec les États-Unis. Ce n'est donc pas un hasard de trouver dans les mots les plus utilisés les noms des pays tels que : Chine (+9) ; États (+7) ; Unis (+8).

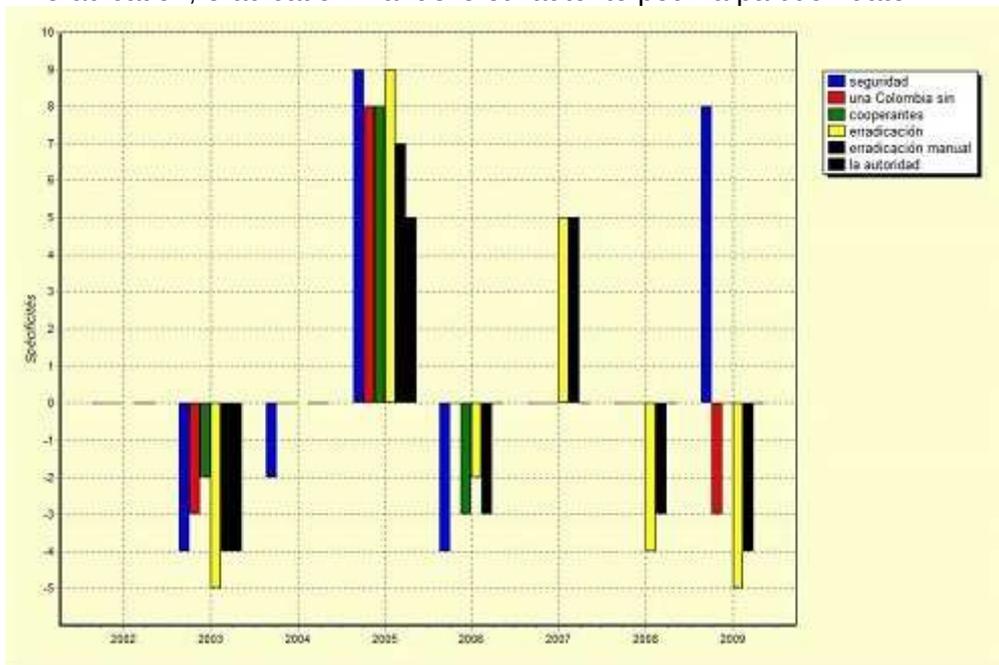
En regardant comment il mentionne les groupes illégaux, on peut affirmer qu'il parle plus de l'ELN que des FARC. Il y aurait un travail de rapprochement plus concret avec l'ELN qu'avec les FARC.

Finalement il y a mention d'autres thématiques aussi importantes pour le président Uribe et qui sont systématiquement reprises à chaque Consejo : corruption (+8) ; drogues (+9) ; éradication (+8) ; manuel (+8) ; illicites (+7) ; justice (+7).

On peut constater que les mots les moins utilisés peuvent être regroupés dans deux champs thématiques : aspect économique et le lexique autour du législatif. Pour le premier cas, le lexique renvoyant aux aspects économiques et plus particulièrement aux réformes qui ne sont pas du tout populaires tels que les impôts, la partie fiscal, l'impôt IVA, ne sont pas sur utilisés : salaires (-7), dépenses (-8), IVA (-8), fiscale (-6), impôts (-5), réformes (-5), réforme (-13). En ce qui concerne le lexique du législatif on retrouve : députés (-3), parlementaires (-3), Congrès (-5), référendum (-12).

Les valeurs comme étant les axes centraux du projet politique du président Uribe se retrouvent assez bien présenté au cours de l'année 2005, ce sont la sécurité et l'autorité. Le président insiste sur le fait que le pays a besoin de continuer et maintenir l'autorité et poursuivre la politique de Sécurité Démocratique.

Graphique 11. Distribution de sécurité, une Colombie sans coopérateurs, éradication, éradication manuelle et l'autorité pour la partition date



Pour conclure nous pouvons affirmer que le grand thème d'Uribe en 2005 est celui de l'autorité accompagné de la lutte contre le terrorisme. C'est le début d'une campagne électorale où le débat politique s'enflamme entre ceux qui appuient le gouvernement, une large majorité qui voit en Uribe le Messie et un groupe constitué par l'opposition minoritaire.

2006 : le discours bilan et les défis d'un nouveau mandat

Pour reprendre Daniel Pécaut le discours d'Uribe est un discours de l'efficacité. En 2006 il rappellera à la population les avancements de son mandat. En particulier les avancements sur la sécurité. Il décrira pas à pas en s'aidant avec des chiffres, des statistiques, des pourcentages, pour montrer comment les villes et le pays, en général, ont récupéré le chemin du rétablissement pacifique. Il termine, néanmoins, ses argumentations toujours par une formule : « Malgré les très bons chiffres, il faut encore améliorer les indices ». En temps du processus électoral, il profite pour envoyer des messages à ses compétiteurs politiques : « J'espère que tous les candidats pourront visiter les différents lieux de la Patrie³⁸ ».

L'année 2006 le président Uribe informe sur des chiffres concrets les résultats de ses premières années de mandat. Elles sont toujours choisies assez positives en matière de Sécurité et des programmes sociaux. Par exemple il cite les réussites sur la diminution des vols des véhicules : en 2001 ils étaient de (18,171) ; en 2002 (17,393) ; en 2003 (15,428) et, en 2006 ce chiffre a descendu à 40 %. Il réitère aussi sur les résultats de sa politique de paix. Il y a eu une importante démobilisation dont 7,000 font partie de la guérilla et le reste sont des paramilitaires. Le calcul des spécificités nous montre qu'en 2006 les mots plus spécifiques du discours sont : paix (+6) ; para militarisme (+7) ; démobilisés (+4) ; terrorisme (+4) ; FARC (+3).

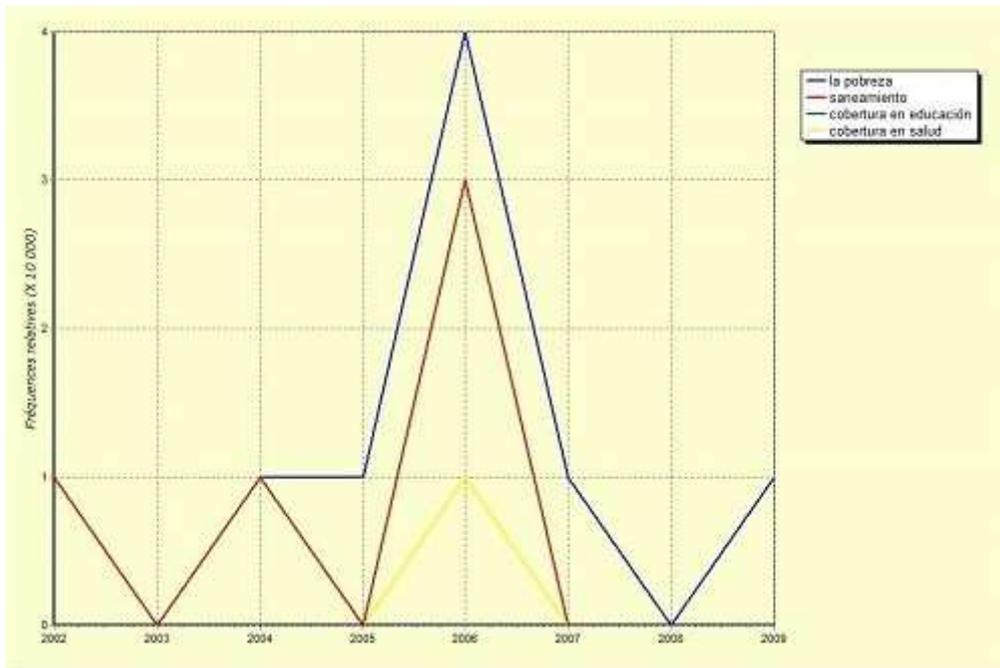
Sur l'axe thématique de la paix il affirme qu'il y a un grand avancement vers la récupération de la paix, réitère que le chemin vers la paix passera indissociablement par la Sécurité Démocratique et que ces programmes naissent d'un exercice d'autorité.

Il est important de souligner que l'utilisation du mot FARC et Forces Armées est plus prépondérante pendant la période des élections. Il demande à la guérilla des FARC, si maintenant une fois les paramilitaires sont démobilisés, ils sont capables de négocier sérieusement. Malgré les avancements les organisations des Droits de l'Homme critiquent le processus de paix avec les paramilitaires. Par exemple, dans le bulletin numéro 9 de la Commission Colombienne de Juristes sur le droit des victimes et l'application de la loi 975 de Justice et Paix qui cherche à éclairer la vérité des abus et la violation des Droits de l'Homme commis par les paramilitaires, constatent qu'il y a un retour des bandes et des organisations paramilitaires qui agissent en violence dans certains villages.

Certes nous pouvons interpréter qu'à travers son discours en 2005 et 2006 Uribe mobilise les passions face aux problèmes d'insécurité et de l'éternelle guerre contre les guérillas plus anciennes du continent latino-américain. Il y a vraiment à partir de 2005 un changement dans le discours situé autour de l'autorité, le terrorisme, les FARC. Ce qui est intéressant c'est que son discours de campagne n'exploite pas une vision positive de ses principaux résultats mais plutôt il devient un discours de la peur et de la problématique de la violence. Son discours est accompagné aussi des axes sociaux : pauvreté, éducation, santé et assainissement.

Graphique 12. Distribution de la pauvreté, assainissement, couverture en éducation, couverture en santé pour la partition date

³⁸ Consejo comunal. Février 04 2006. Tolima

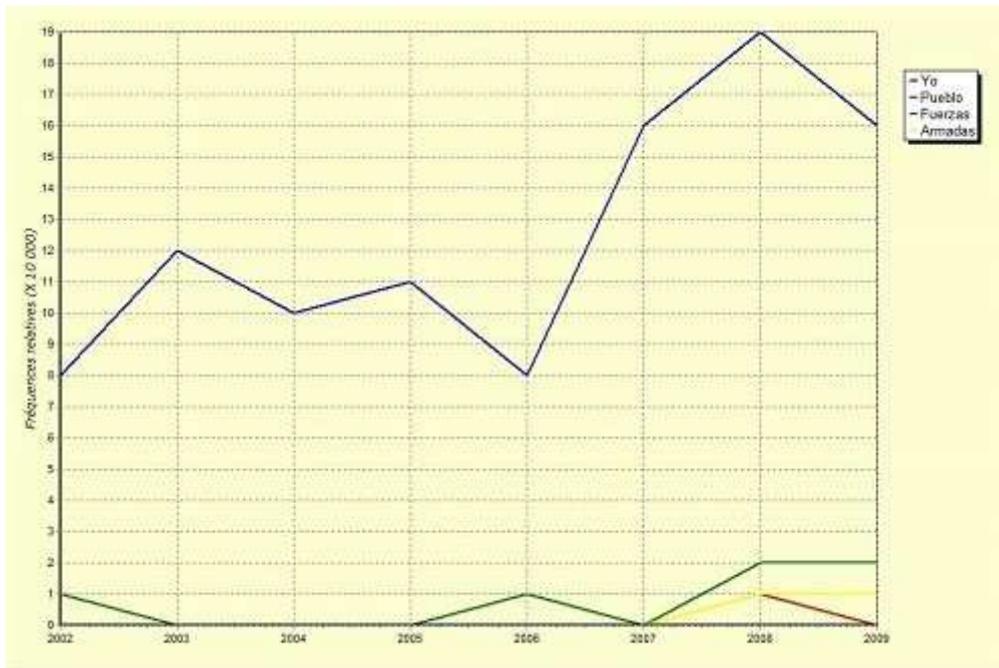


Du discours de l'efficacité au discours de la peur

Le 26 mai 2006, Alvaro Uribe sera réélu avec un 66 % des voix. Historiquement il se consacre comme le premier président de la Colombie à être réélu pour un second mandat (2006-2010) et avec une large majorité malgré la très basse participation de 44 %. L'analyse lexicométrique des *Consejos Comunitarios* de son deuxième mandat repose sur l'étude de 99 discours entre 2006 et 2009. Il révèle les mots les plus spécifiques de son vocabulaire : Gouvernement, pays, Colombie, je, compatriotes, politique, État, Assemblée, National.

A la différence du premier mandat nous trouvons le pronom « Je » et « compatriotes ». Par ailleurs il insistera les axes thématiques relatifs à l'ordre et la sécurité. La valeur traditionnelle de l'idéologie de droite telle que la Patrie sera fondamentale dans ses propos de la même façon que pour son premier mandat.

Graphique 13. Distribution de Je, Peuple, Forces, Armées pour la partition date



En quoi Uribe II serait différent de Uribe I ? En quoi le langage et les mots utilisés par le Président se différencient du premier mandat ? Quelles sont les différences entre 2007, 2008 et 2009 des premières années ?

Les années 2007, 2008 et 2009 sont des années turbulentes en politique, c'est le cas des violations des Droits de l'Homme commis par les Forces Armées. Ils ont tués des jeunes civils qui ont été ensuite déguisés en guérilleros, afin de démontrer l'efficacité des Forces Armées contre les FARC et l'ELN. Ce passage dramatique du second mandat a été connu sous le nom des "faux-positifs" ; les liaisons entre les députés et plusieurs importants fonctionnaires du gouvernement Uribe avec les paramilitaires, connu comme le scandale de la "para-politique" ; les contre-attaques de la guérilla, l'assassinat des députés du Valle ; la libération des otages avec le soutien du président vénézuélien et les dégradations des relations avec le gouvernement d'Hugo Chávez sont quelques exemples de la difficile période.

L'analyse de contenus des Consejos nous livre une nouvelle thématique qui s'insère dans le discours d'Uribe II. L'Uribe I pragmatique changera son argumentation tout au long des années 2006, 2007 et 2008. Il intégrera dans ses propos, la caractérisation du débat idéologique droite-gauche.

José Obdulio Gaviria, son proche collaborateur constate que le président est un homme pragmatique qui ne suit ni les courants de gauche ni de droite. Le président considère que cette division en Colombie est assez simpliste et ne présente pas les réelles différences ou les problèmes centraux de ce clivage politique.

En deuxième lieu, il affirme qu'il est inopportun de revenir sur ce clivage qui a pu être pertinent lors des dictatures mais qui est obsolète dans le scénario démocratique d'aujourd'hui. Finalement, pense-t-il, cette division mobilise seulement les passions et ne cherche pas à mettre en place un débat constructif, il anime plutôt la méfiance de la société.

« Uribe insiste sur le fait que ce discours polarise, met en place une confrontation, il doit être plutôt substitué par une société sans exclusions, mais aussi sans haines. Les projets politiques construits sous la haine, ceux qui appellent à la lutte des classes comme le moteur de l'histoire, freinent le développement des sociétés. C'est pourquoi il faut créer des concepts politiques, tels qu'une société sans haine, ayant un débat fraternel, une

agitation d'antagonismes qui puissent être dépassés et non pas des antagonismes irréconciliables³⁹ ».

C'est un homme pragmatique, qui ne croit plus à la division entre droite et gauche. Lui qui le répète sans fin : on doit évaluer les hommes par les résultats. Il l'a déjà dit plusieurs fois, mais il répète sans cesse pourquoi il ne croit pas à un modèle néolibéral ou à un État providence. Il croit à un État communautaire, il croit à la participation du peuple qui rend possible le développement de son stratégie. Il doit sa réélection à la Sécurité Démocratique, donc son discours sera centré sur le thème de la sécurité et la participation du peuple.

Dans un Consejo en janvier 2007 Alvaro Uribe affirma : « Nous ne faisons pas de la propagande d'un modèle néolibéral de démonter l'État ni d'établir une nouvelle bureaucratie, d'Étatiser tout. Notre État, notre modèle, notre idéologie, offre toutes les garanties au secteur privé pour qu'il fasse des investissements mais tout en exigeant de lui une importante responsabilité sociale. Nous, notre conception d'État, dans notre modèle d'État nous avons donné sécurité au monde pour investir en Colombie, mais nous devons exiger que cet investissement soit fait avec toute la responsabilité sociale. Nous encourageons les investissements pour investir en Colombie, les apports de la Sécurité Démocratique est un des leurs, la tradition du pays, le respect pour les investissements, notre réforme tribulaire. Le pays a besoin des investissements, mais la façon pour qu'il perdure, c'est que le peuple l'apprécie. L'investissement a une responsabilité sociale. Nous devons partager ces deux axes dans notre Patrie⁴⁰ ».

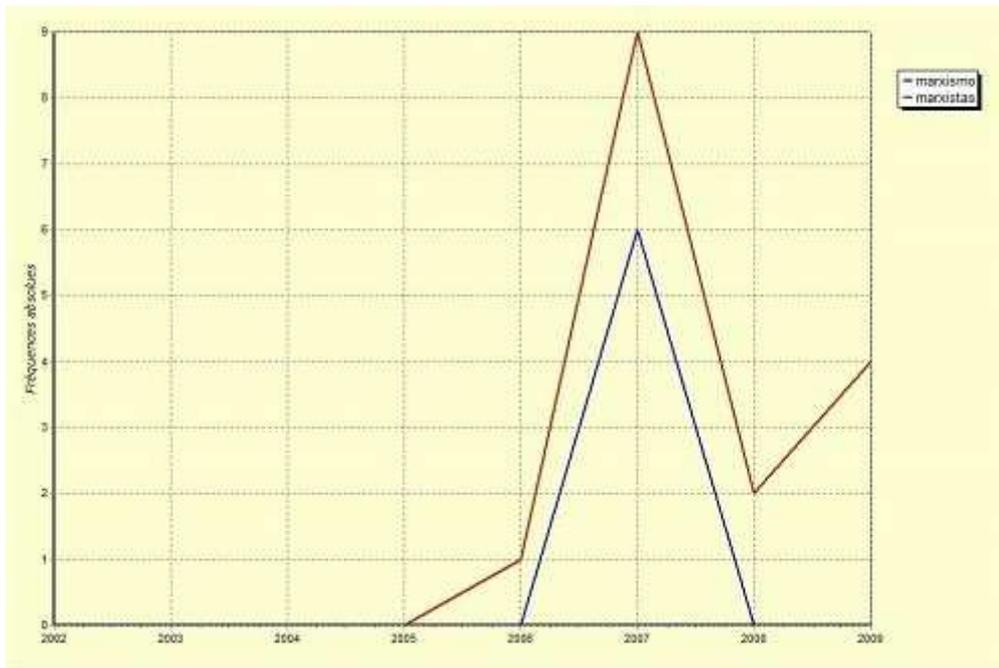
Il faut tenir compte aussi du fait qu'en 2007, les discours seront les plus longs de ses deux mandats. En 2007 il instaurera un moment de réplique vis-à-vis les attaques de ses contradicteurs qui se développent de plus en plus. Aussi un moyen pour se défendre des accusations sur les relations du gouvernement avec les groupes d'extrême droite et le scandale connu comme la para-politique.

Malgré ce qu'affirme Gaviria sur le pragmatisme d'Uribe et sur sa caractéristique de ne pas forger un débat sous la haine, l'analyse de contenus et l'analyse quantitative des Consejos du deuxième mandat, montrent que la dichotomie entre droite et gauche, ainsi que l'implantation d'un discours de la peur et de plus en plus agressif seront les arrières plans de ses interventions. Le graphique suivant nous montre comment les fréquences relatives des mots marxisme et marxistes, représentatives entre 2006 et 2009 sont au plus haut de la courbe en 2007. L'ennemi du régime traditionnellement les FARC seront depuis 2007, reliés au marxisme, au nazisme et au terrorisme.

Graphique 14. Distribution de marxisme et marxistes pour la partition date

³⁹ Gaviria, J.O, "A Uribe lo que es de Uribe", Editorial Planeta, 2006, Colombia, p 181.

⁴⁰ Consejo Comunitario. Janvier 20 2007. Santander



L'année 2007 s'avère une année rude en matière de langage, les indices des spécificités plus hauts révèlent un vocabulaire guerrier, et de confrontation : FARC (+40) ; guerre (+ 11) ; paramilitaires (+ 30) ; guérilla (+30) ; criminel (+17) ; otages (+16) ; assassiné (+11) ; douleur (+ 11) ; délits (+ 10) ; victimes (+9) ; séquestration (+9) ; atroces (+5) ; torturés (+5) ; impunité (+7) ; Terroristes (+6) et nazis (+6).

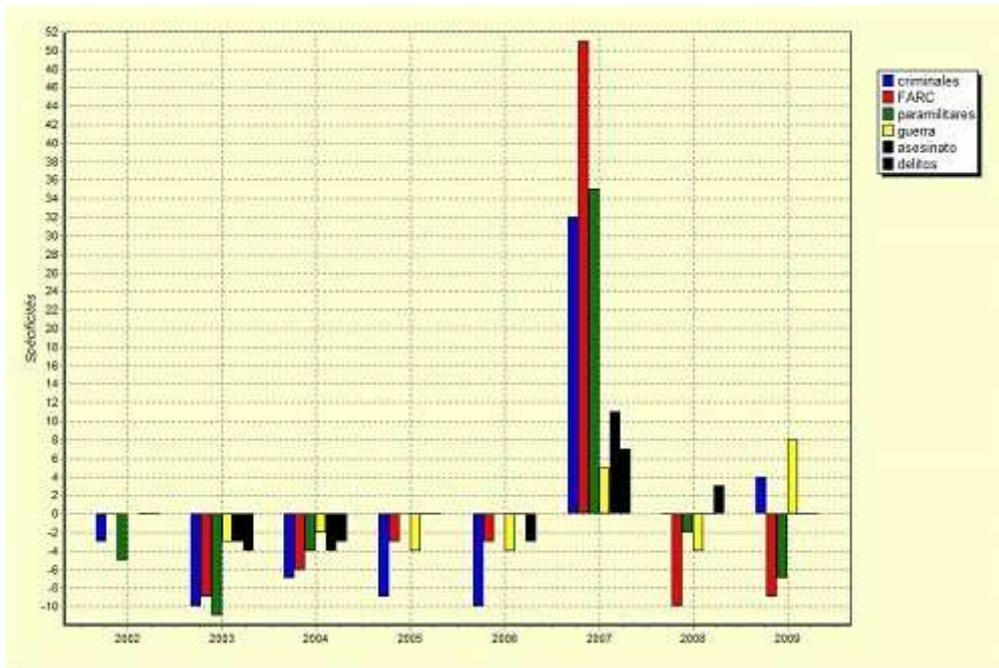
Le Président qui avait un discours de paix au moment de la campagne et d'espoir sur la sécurité retrouvée, reviendra sur le langage de la guerre.

Dans ce nouveau discours Uribe revient sur un débat des années 2000 : les FARC sont-elles ou pas des insurgés ? Donc il ne cesse pas de donner sa propre définition. En parlant des points de vue de l'Union Européenne sur le conflit et sur les Farc il affirme : Si la Colombie était une dictature, certainement la communauté internationale pouvait nommer les groupes violents insurgés. Mais étant donné que nous avons une démocratie confirmée, respectable, historique, ces actions violentes, le seul qualificatif qui peuvent recevoir, c'est celui des actions terroristes.⁴¹

Il insiste sur les pratiques des guérillas violentes et ses financements illicites avec la drogue : « Le terrorisme n'a pas de frontières, le terrorisme endommage la Colombie mais aussi, lorsqu'ils veulent ils prennent en otages des frères des pays voisins. Le terrorisme est cynique, arrogant. Le terrorisme avec ce mélange d'argent illégal, des capacités militaires et des capacités pour engendrer la violence, il ne respecte absolument aucune loi de notre pays et des pays voisins ».

Graphique 15. Distribution de criminels, FARC, paramilitaires, guerre, assassinats, délits pour la partition date

⁴¹ Consejo Comunitario. Avril 19 de 2008. Putumayo

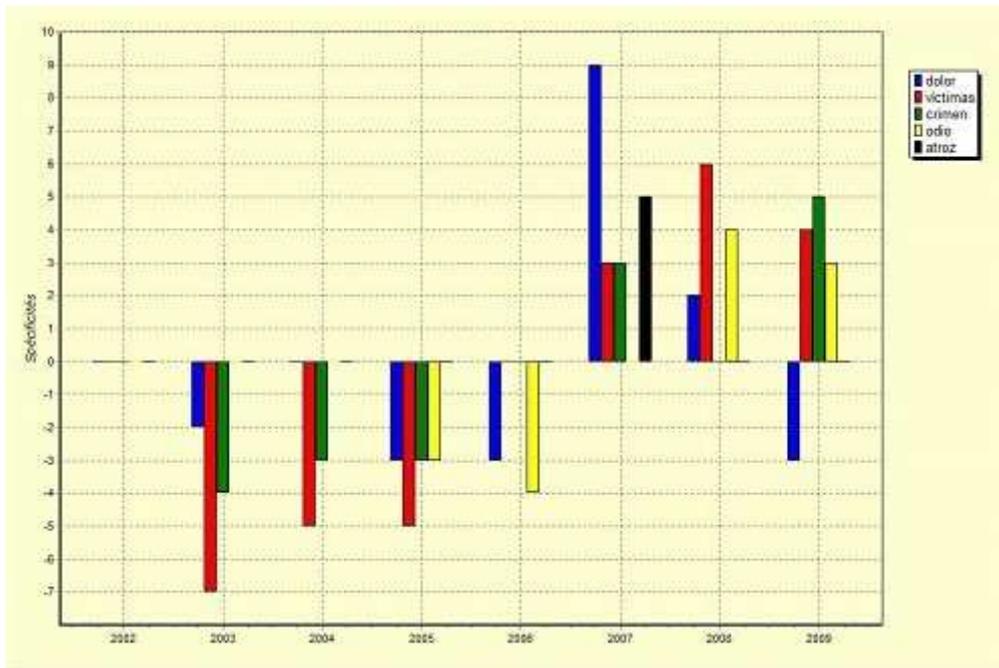


En 2009, le discours nous fait revenir en arrière : l'histoire est le centre de ses propos. Laguerre partisane entre libéraux et conservateurs, le communisme, et les clivages idéologiques. Les mots sur le marxisme et la qualification des guérillas marxistes est évidente. En 2009, la guérilla des FARC est dénommé soit une guérilla marxiste mais aussi terroriste ou narcoterroriste.

Si bien le discours maintien depuis en 2007 un arrière-plan sur le débat idéologique, le président ne se contentent pas d'attaquer seulement le modèle vieux et affaibli. Il insère aussi un vocabulaire sur les émotions et la cruauté de la guerre. Les spécificités en 2007, 2008 et 2009 le montrent : douleur (+9) ; victimes (+6) ; haïr (+4) ; crime (+5) ; atroce (+5).

Ce qui est important de noter c'est que le mot douleur fait référence à la guerre, aux actes terroristes commis par les FARC, à la douleur des familles victimes de la massacre des députés du Valle ou à l'assassinat perpétrés par les FARC ou même aux otages. Mais cette douleur ne se réfère pas la douleur envers les tragédies des faux-positifs. Il n'y a aucune mention de cet épisode obscure des Forces Armées dont l'État est le responsable.

Graphique 16. Distribution de douleurs, victimes, crimes, haïr, atroce pour la partition date



Il est important de souligner que l'année de la libération d'Ingrid Betancourt en 2008 le discours du Président se centre sur le thème des récompenses. Le message à l'auditoire est celui d'offrir des récompenses pour la délation des guérilleros et pour déclencher aussi une massive démobilisation. Cette politique de récompenses a eu plusieurs critiques de la part de l'opposition surtout du point de vue de l'éthique.

Finalement en 2009, nous voyons que le thème de la guerre est accompagné aussi du thème économique. La crise économique internationale sera un thème repris lors des Consejos.

Conclusions

L'analyse du discours politique de ses deux dirigeants nous permet d'affirmer que leur rhétorique devient une fonction légitimante en temps de crise. Les périodes des élections sont cruciales pour construire l'identité du régime politique. Chez Chávez c'est le régime des déshérités. Entre 2003 et 2004 juste avant la date de référendum de révocation de son mandat, son discours se bascule vers le champ sémantique d'un humanisme et préconisant les valeurs socialistes : justice ; pauvres, éducation, pauvreté, culture, patriotes, démocratique, égalités, égaux, communautaire.

Plus il obtient des résultats positifs de son projet politique, plus il reçoit l'acceptation du peuple, plus il est entouré des instruments pour accomplir ses projets, tels que l'augmentation des prix du pétrole, plus il radicalise son langage. Dès 2005 le discours humaniste recentre ses propos vers un discours révolutionnaire : coopérative ; socialisme ; populaire ; guerre ; socialistes ; socialiste ; communautaires ; résistance ; latifundium ; libération ; liberté ; coopérativisme ; propriété collective ; impérialisme ; rébellion et révolutionnaire.

Dans la mesure où le projet se consolide, le discours devient de plus en plus radical. Chez Alvaro Uribe le discours initial met en place les valeurs de son projet Sécurité Démocratique en utilisant un langage de l'efficacité et des projets concrets : salaires ; terre ; politiciaillerie ; développement ; sociale ; gestion ; tributaire ; fonctionnement ; réforme ; réactivation ; ressources ; propriétaires ; bureaucratie ; travailler. Ce langage est accompagné d'un discours chaleureux et des mots relatifs à la morale : solidaire ; patrie ; chérie ; équité ; austérité ; sacrifice ; affectueux.

Mais ce discours change et devient plus combatif, guerrier et insistant sur la peur au moment des élections et au long des crises politiques de son deuxième mandat : criminels ; paramilitaires ; FARC ; victimes ; bandits ; otages ; justice ; autorité ; préoccupation ; assassinat ; crime ; criminel ; bandits ; terroristes ; cadavres ; guerre ; séquestration ; peur ; crise ; haïr ; douleurs ; homicides ; et délinquants.

Pour Chávez, le langage d'un nouvel ordre politique et social et pour Uribe le langage de la guerre pour retrouver l'ordre et la sécurité sont les véritables noyaux lexicaux qui leur permettront d'envoyer le message de refondation de la Nation. Au Venezuela la Nation doit être fondée à partir de l'égalité des chances, en Colombie à partir de la Sécurité des citoyens. Hugo Chávez et Alvaro Uribe ont chacun un ennemi externe ou interne.

Dans chaque scénario nous avons un bouc émissaire qui empêchera, selon eux, de consolider le projet politique, soit le Socialisme du XXI^e siècle, soit la Sécurité Démocratique. Chez Hugo Chávez, l'ennemi est interne et externe. A l'intérieur, il est constitué par la classe aisée, la bourgeoisie, les riches du Venezuela. A l'extérieure, c'est l'impérialisme Nord-Américain. Chez Alvaro Uribe, son ennemi interne, ce sont les FARC et l'ELN les guérillas. Mais cet ennemi au fil du son mandat sera associé de plus en plus à un vieux modèle politique qui à échoué : le communisme. Ce modèle politique représentera aussi son ennemi externe : Hugo Chávez et son socialisme du XXI^e siècle.

Les FARC et l'ELN seront associées en temps de crise non pas à un mouvement terroriste sans idéologie mais à des organisations armées sous le prisme idéologique de l'extrême gauche. Dans chacun des cas nous avons la mobilisation de la « monstruosité morale » pour caractériser l'adversaire. Chez Uribe, comme nous l'avons vu, le discours de l'efficacité sera transformé à partir de l'année 2007 en un discours de la peur.

Chez Chávez, il initie son mandat avec un discours classique de rhétorique politique mais au cours des années il se radicalise et insiste sur l'importance de mettre en place une révolution, un projet qui doit libérer la population de l'oppression capitaliste et de l'ennemi, l'empire nord-américain. Dans les deux cas nous trouvons un important champ lexical qui se caractérise par l'utilisation d'un discours nationaliste. Chez Uribe les mots les plus importants sont : pays, justice, loi et souveraineté. Dans le cas de Chávez, nous trouvons aussi un champ lexical qui se caractérise par l'utilisation d'un discours nationaliste : patrie ; souveraineté ; orgueil et nation.

Bien qu'il y ait cette similitude, nous retrouvons deux projets opposés : sécurité vs. révolution. Chez Chávez, résistance ; populaire, guerre et révolution sont quelques mots qui décrivent son projet. Chez Uribe c'est loi ; justice et sécurité. Mais chez les deux il y a ce principe politique du Prince : « Il faut établir comme règle générale que jamais, ou bien rarement du moins, on n'a vu une république ni une monarchie être bien constituées dès l'origine, ou totalement réformées depuis, si ce n'est par un seul individu ; il lui est même nécessaire que celui qui a conçu le plan fournisse les seuls moyens d'exécution⁴² ».

Ces deux hommes feront tout pour donner l'image qu'ils sont essentiels pour la refondation de la Patrie. Ce conseil du Prince sera accompagné aussi d'un autre postulat. Le Prince devra s'entourer de ministres et conseillers provenant de l'ancien régime ou d'hommes tombés en disgrâce : « pour les hommes qui, au commencement d'une principauté nouvelle, étaient ennemis, et qui se trouvent dans une position telle, qu'ils ont besoin d'appui pour se maintenir, le prince pourra toujours très aisément les gagner, et que, de leur côté, ils seront forcés de le servir avec d'autant plus de zèle et de

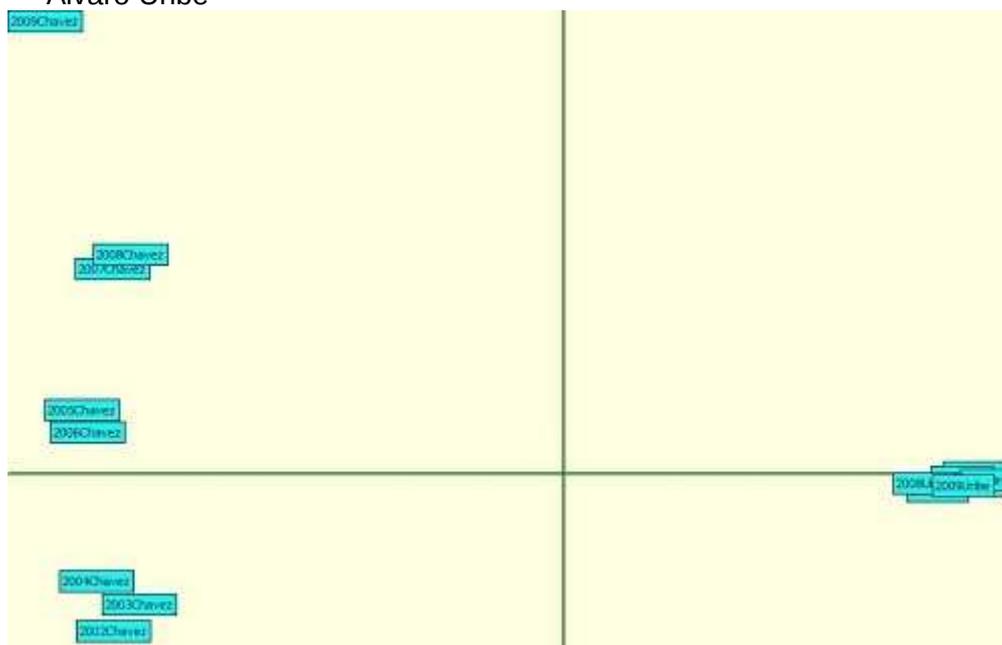
⁴² Machiavel, N., *Discours*, livre I, ch. 9, in *Machiavel, Le Prince*, Denis Huisman, Editions Nathan 1982.

fidélité, qu'ils sentiraient qu'ils ont à effacer, par leurs services, la mauvaise idée qu'ils lui avaient donné lieu de prendre d'eux⁴³ ».

Ce propos sera une caractéristique des deux régimes. Les deux gouvernants seront entourés par des fonctionnaires sans éclat qui ne pourront pas leur faire de concurrence. C'est une caractéristique des deux présidents de se faire entourer par des jeunes fonctionnaires qui sont prêts à les servir et défendre avec fidélité.

Comment la rhétorique contribue-t-elle à la « construction » des intérêts et de l'identité du régime politique en temps de guerre ? A partir de la comparaison des deux grands corpus, nous pouvons mieux décrire les intérêts et l'identité des deux projets ainsi que les ressemblances et les différences. Regardons tout d'abord l'Analyse Factorielle des deux corpus.

Graphique 17. Analyse Factorielle des Correspondances Hugo Chávez et Alvaro Uribe



Ce graphique présente clairement la différence d'intérêts et de l'identité du projet proposé par chaque homme public. Du côté gauche nous retrouvons un Hugo Chávez qui évolue entre 2002 et 2009. Hugo Chávez fait apparaître une dimension chronologique. Du côté droit nous retrouvons un Alvaro Uribe très homogène même on pourrait dire qu'il utilise un vocabulaire assez pauvre, peu distingué et dont les années se superposent les unes aux autres. En matière de langage quelles sont les principales différences qui distingueraient les deux rhétoriques ?

Chez les deux hommes le mot « patrie » a une haute fréquence. Mais nous trouvons que Chávez promulgue plus la patrie en minuscule tandis que Uribe en majuscule. De même pour le mot « gouvernement » qui chez Chávez renvoie au gouvernement révolutionnaire ou populaire. Chávez parle plus de la souveraineté. Il parle surtout de la souveraineté du peuple, populaire ou alimentaire. Chez Uribe la souveraineté est « institutionnelle » ou il parle de « souveraineté de la Patrie ».

Nous trouvons deux modèles politiques opposés. Chez Chávez le socialisme du XXI siècle qui parle de : la patrie (79) ; la Révolution (42) ; le gouvernement révolutionnaire (20) ; le gouvernement (124) ; le Gouvernement (80) ; le peuple (294) ; la République (116) ; la souveraineté (34) ; le socialisme (69) ; l'égalité (18) ; l'éducation ; (107) ; la participation (33) ; la santé (59) ; la rébellion (13) ; la justice sociale (15).

⁴³ Machiavel, *Le Prince*, chap. XX. 108-109, *Idem.*, p. 25.

Chez Uribe c'est la Sécurité Démocratique qui propose plutôt d'autres axes thématiques : la Sécurité Démocratique (121) ; la loi (134) ; l'ordre (36) ; l'ordre public (17) ; le terrorisme (208) ; la justice (171) ; la Patrie (554) ; le gouvernement départemental (3) et communautaire (3) ; le Gouvernement (849) ; le peuple (116) ; la République (294) ; la souveraineté (10). Ces deux projets ont aussi deux visions distinctes du monde. Chez Chávez nous avons un processus ouvert au monde. Il y a une importante politique extérieure, qui cherche à mettre en place un nouvel ordre mondiale. Les segments répétés le montrent : en Argentine ; en Espagne ; en Bolivie ; au Brésil ; la Havane ; à Paris ; aux États-Unis ; avec la Chine ; vers le monde.

Le mot "peuple" est accompagné d'adjectifs qui font référence à l'étranger : peuple du Guatemala ; bolivarien ; uruguayen ; de l'Amérique Latine et Iranien. Mais aussi il y a une caractérisation du peuple. Il parle d'un peuple en action : « peuple qui est debout ; un peuple qui est l'essence ; un peuple généreux ; un peuple humble et un peuple guerrier ; un peuple de rêves ; un peuple content ; un peuple solidaire ; un peuple en résistance et pas un peuple calmé ».

Chez Uribe le projet politique ne regarde que les régions du pays : Arauca, La Ceja, la Guajira. De l'étranger nous retrouvons les États-Unis et Panamá. Cette vision locale se trouve aussi en regardant les adjectifs de peuple : « peuple de la région du Boyacá, de Arauca, de la Guajira ». Et en ce qui concerne la caractérisation de peuple, il le déclare comme « un peuple grand comme le nôtre ; un peuple ayant une haute culture politique ; un peuple intelligent ; un peuple ordonné ; un peuple travailleur ; un peuple modèle dans l'histoire par sa valeur ; un peuple solidaire. »

Dans les deux cas, en Colombie et au Venezuela il y a un projet clair. En Colombie c'est la Sécurité Démocratique avec le leadership d'un homme, Alvaro Uribe qui essaie de mettre fin à la guerre qui surpasse la Colombie depuis près de quarante ans. Au Venezuela c'est l'implantation d'un nouveau contrat sociale pour combattre les inégalités historiques du pays.

Mais pour reprendre les propos de Machiavel si bien les deux hommes cherchent à s'allier avec le peuple, pour Uribe comme pour Machiavel, le Prince ne cherchera pas à faire du peuple une force politique. Tandis que Chávez utilise le peuple comme une force politique. Plus du côté des propos de Marx et Engels, il a besoin de créer une force politique importante pour mettre en avant sa révolution. Chávez veut créer de cette masse « une sagesse collective » qui garantira la révolution éternelle.

Pour conclure, nous devons nous poser la question de savoir si nous sommes en présence de deux modèles *démocratiques* dans le discours mais *autoritaires* dans les actions.

Certes il y a aujourd'hui de grandes critiques vis-à-vis des institutionnalisations de ses deux gouvernements. En huit ans de mandats pour Uribe et onze pour Hugo Chávez il y a eu plusieurs exemples d'actions autoritaires. Pour Uribe nous pouvons citer les décisions qu'il entreprend au moment des Consejos, passent par-dessus les institutions. Chez Chávez nous avons le même phénomène, par exemple lorsqu'il décide à lui seul d'exproprier une institution ou entreprise.

Il y a d'autres éléments assez négatifs sur le bilan de ses deux mandats. Au Venezuela il y a certes des résultats importants en matière de politique sociale mais de graves problèmes d'insécurité et de lutte contre la corruption. Chez Uribe le bilan est certes positif au moment de regarder le bilan de la sécurité mais très négatif au niveau de la corruption, des droits de l'homme ou des politiques sociales.

Est-il possible de concevoir un chaveroxisme sans Chávez ?

Cela s'avère assez difficile, selon les hommes proches du gouvernement et l'opinion publique. Ce qui est assez révélateur du processus bolivarien est la consolidation de la

participation du peuple qui est de nos jours irréversible même sans un homme comme Chávez au pouvoir.

Pour la Colombie, l'histoire politique nous montre que l'héritage de l'Uribisme n'existe pas. Son plus fidèle successeur, l'actuel président de la République, Juan Manuel Santos, ne suit plus les lignes politiques de l'Uribisme. Dès qu'il est arrivé au pouvoir, il gouverne en toute liberté et dans la plupart des cas réalisant des actions contraires aux postulats Uribistes. L'exemple le plus significatif est celui de la recomposition des relations avec le Venezuela.